



*Date de dépôt : 2 juin 2026*

## **Rapport**

**de la commission de l'énergie et des Services industriels de Genève chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat approuvant les états financiers consolidés des Services industriels de Genève (SIG) pour l'année 2025**

*Rapport de Alberto Velasco (page 3)*

## **Projet de loi (13811-A)**

### **approuvant les états financiers consolidés des Services industriels de Genève (SIG) pour l'année 2025**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu les articles 58, lettre h, et 60, lettre e, de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013 ;  
vu l'article 33 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 ;  
vu l'article 37, lettre b, de la loi sur l'organisation des Services industriels de Genève, du 5 octobre 1973 ;  
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014 ;  
vu les états financiers consolidés des Services industriels de Genève (SIG) pour l'année 2025 ;  
vu la décision du conseil d'administration des Services industriels de Genève (SIG) du 12 mars 2026,  
décrète ce qui suit :

#### **Article unique Etats financiers**

<sup>1</sup> Les états financiers consolidés des Services industriels de Genève (SIG) comprennent :

- a) un compte de résultat consolidé ;
- b) un état du résultat global consolidé ;
- c) un bilan consolidé ;
- d) un tableau des flux de trésorerie consolidés ;
- e) un état des mouvements des capitaux propres consolidés ;
- f) des notes détaillant les principes comptables, les différents postes du bilan, du compte de résultat et les autres informations requises par le référentiel comptable.

<sup>2</sup> Les états financiers consolidés pour l'année 2025 sont approuvés.

## Rapport de Alberto Velasco

La commission de l'énergie et des Services industriels de Genève, sous la présidence de M. Julien Nicolet-dit-Félix, s'est réunie le 20 mai 2016 afin d'étudier les états financiers consolidés des SIG, en présence de :

- M. Robert Cramer, président du conseil d'administration, et M<sup>me</sup> Véronique Athané Ryser, directrice générale – SIG ;
  - ainsi que de M<sup>me</sup> Béatrice Stüchelberg, secrétaire générale du département.
- Le procès-verbal a été réalisé par M<sup>me</sup> Pauline Ley.

### Audition des SIG

- *M. Robert Cramer, président du conseil d'administration*
- *M<sup>me</sup> Véronique Athané Ryser, directrice générale*

Le président souhaite la bienvenue aux auditionnés et leur cède la parole.

M. Cramer remercie la commission de les recevoir et de leur donner l'occasion de s'exprimer au sujet des comptes et du rapport de gestion. En sa qualité de président du conseil d'administration, il indique souhaiter apporter plusieurs éléments ne figurant pas dans ces rapports afin d'exposer la manière dont l'année 2025 s'est déroulée du point de vue de l'entreprise. Il rappelle que l'année 2024 a été particulièrement mouvementée pour l'entreprise, celle-ci ayant dû fonctionner durant une partie de l'année sans directeur général, relevant qu'un directeur général demeure malgré tout particulièrement utile. Il explique que l'année 2024 a été consacrée à la mise en place d'une organisation capable de suppléer à cette absence, avec pour objectif le recrutement d'un nouveau directeur général, en l'occurrence d'une directrice générale. Il souligne que l'année 2025 a débuté avec deux éléments extrêmement positifs pour l'entreprise, à savoir la nomination d'une directrice générale ainsi que la validation d'une stratégie d'entreprise par le conseil. Cette stratégie a été présentée aux collaboratrices et collaborateurs dans le cadre d'une collaboration étroite avec ceux-ci et a été très bien accueillie. Abordant les priorités du conseil d'administration en 2025, M. Cramer indique que la première consistait à mettre en place une direction générale. Il relève que la nomination d'une directrice générale était extrêmement importante dans un contexte où un très grand nombre de directeurs exécutifs arrivaient au terme de leur activité pour des raisons notamment liées à l'âge. Cette situation a constitué, selon lui, une importante opportunité de procéder à des recrutements et de constituer une direction générale en adéquation avec la stratégie adoptée ainsi qu'avec l'engagement de la directrice générale. Il précise toutefois que la

nomination des directeurs exécutifs n'a pas été simple, les procédures de recrutement étant longues et complexes, ce à quoi s'ajoute encore la nécessité d'obtenir l'accord du Conseil d'Etat pour les personnes nommées. Il relève que ces démarches n'ont pas pu être réalisées rapidement, tout en exprimant la satisfaction d'avoir terminé l'année 2025 avec une direction générale pratiquement complète, en place et alignée sur la stratégie de l'entreprise. Il ajoute qu'une ou deux personnes ont encore été désignées durant le premier semestre 2026 et que l'entreprise fonctionne désormais avec une direction générale complète et en phase avec ses objectifs.

S'agissant du deuxième point, il évoque la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise. Il souligne que l'un des éléments saillants de cette stratégie consiste à affirmer le statut de services industriels publics de l'Etat et la nécessité de s'organiser de manière à assurer correctement les activités industrielles. Il indique que ce n'est pas un hasard si la directrice générale est ingénieure et si la nouvelle direction générale comprend de nombreuses personnes disposant de fortes compétences métiers et d'une orientation très opérationnelle. Selon lui, cette organisation est indispensable compte tenu de la charge représentée par la mise en œuvre des réseaux thermiques structurants, projet qu'il qualifie d'unique par son ampleur en Suisse. Il précise qu'en parallèle de ce projet, il convient de ne pas oublier les autres chantiers majeurs de l'entreprise, notamment l'usine des Cheneviers, engagée depuis plusieurs années dans une phase de modification et de modernisation, avec une entrée désormais dans la phase concrète des travaux. Il mentionne également la STEP d'Aïre, qui se trouve elle aussi dans une importante phase de rénovation. Il souligne que, tant du côté des Cheneviers que de la STEP, ces chantiers ont également pour objectif la mise en œuvre de la politique énergétique voulue par le Grand Conseil et relayée par le Conseil d'Etat, à savoir l'utilisation maximale des énergies renouvelables. Concernant la STEP d'Aïre, il précise qu'il ne s'agit pas uniquement d'une usine destinée à épurer l'eau avant son rejet dans le Rhône, mais également d'une installation ayant pour vocation de prélever des calories et d'alimenter de manière très importante le réseau de chauffage à distance grâce à de l'énergie renouvelable. Il qualifie ce chantier d'extrêmement important et relève qu'il nécessite de nombreux travaux complémentaires, notamment une passerelle devant traverser le Rhône entre Vernier et Onex. Il indique que les nombreux chantiers en cours illustrent l'importance de cette stratégie industrielle, laquelle a également influencé le choix de la directrice générale. Il ajoute qu'à côté de cet aspect industriel existe un deuxième point d'attention, à savoir la question du service public. Il rappelle que les SIG sont au service des Genevois et de la collectivité. Il précise qu'une attention particulière a été portée, dans la stratégie comme dans la

nomination des directeurs, à cette notion de service à la population. Il indique que les directeurs sont appelés à le rappeler et à le transmettre à leurs subordonnés ainsi qu'à l'ensemble de l'entreprise.

Evoquant un troisième point, M. Cramer aborde la problématique du renouvellement des effectifs. Il explique qu'entre 2030 et 2035, entre 40 et 50% des collaborateurs quitteront l'entreprise, même si les chiffres peuvent encore être discutés. Il considère cette situation comme un problème important en raison de la perte d'expérience et de savoir qu'elle entraînera, mais également comme une grande opportunité permettant de s'assurer que les nouveaux recrutements correspondent pleinement aux missions de l'entreprise. A titre d'exemple, il mentionne les collaborateurs chargés du relevé des compteurs, activité appelée à disparaître progressivement avec le développement du relevé à distance. Il indique que ces postes devront alors être réaffectés à d'autres tâches plutôt que remplacés à l'identique. Il insiste sur l'importance de transmettre les valeurs de l'entreprise au moment des recrutements. Selon lui, il convient de rappeler aux nouveaux collaborateurs que l'entreprise est au service de la collectivité genevoise, ce qu'il considère comme un point essentiel. Il estime également que ces recrutements constituent une opportunité pour affirmer la dimension sociale de la stratégie ainsi que les objectifs de mixité. Il précise qu'à compétences égales, et déjà au travers des offres d'emploi ainsi que de la manière dont l'entreprise se présente, il est nécessaire de marquer fortement la volonté de promouvoir une meilleure égalité entre les genres au sein de l'entreprise. Il souligne qu'être au service de la population implique également de pouvoir assurer les prestations aux meilleurs prix. Il indique que l'indicateur essentiel réside dans la comparaison entre les tarifs des SIG et ceux des autres entreprises. Selon lui, cet indicateur permet de déterminer si les choses sont correctement réalisées. Il estime qu'un tarif deux fois plus élevé constituerait un problème, alors qu'un positionnement parmi les entreprises les moins chères de Suisse démontre une situation juste, tout en restant perfectible. Il précise qu'aujourd'hui les SIG figurent parmi les entreprises les moins chères de Suisse et il exprime le souhait que cette situation perdure, considérant qu'il s'agit d'un bon indicateur de performance et d'efficience.

M. Cramer indique que les recrutements, la stratégie industrielle et l'adéquation avec la stratégie ont constitué les principales préoccupations de l'année 2025. Il souligne que la stratégie industrielle représente un défi majeur. Concernant les réseaux thermiques structurants, il relève que les deux dernières années ont marqué l'entrée dans la phase concrète des travaux, impliquant la pose de conduites dans des zones densément peuplées. Il reconnaît que ces chantiers génèrent nécessairement des nuisances importantes. Il évoque la

nécessité de trouver un équilibre entre la volonté d'avancer rapidement afin de réaliser les gains attendus et l'obligation de ne pas bloquer simultanément l'ensemble de la ville et de la circulation. Il précise qu'un arbitrage permanent est nécessaire afin que les travaux se déroulent dans les meilleures conditions possibles. Il ajoute qu'une telle démarche ne peut être menée sans une excellente collaboration avec les autorités cantonales et communales. Il indique qu'à la fin de l'année 2025, des contacts étroits ont été pris avec le nouveau comité de l'Association des communes genevoises et qu'il est désormais prévu d'instituer des collaborations aussi étroites que possible avec les communes. Il relève que cette coopération est indispensable dans la mesure où les SIG interviennent sur le territoire communal et affectent une part importante de leurs ressources à des projets communaux. Selon lui, un travail commun permettra d'agir de manière plus efficace et plus intelligente. Il insiste sur le fait que les SIG ne doivent pas se présenter comme détenteurs de toutes les réponses, mais doivent entretenir une véritable relation de partenariat, à l'écoute des personnes présentes sur le terrain, lesquelles peuvent apporter de nombreux enseignements. Il indique que cette approche s'inscrit également dans la volonté d'être au service de la collectivité genevoise, qu'il s'agisse des entreprises, des PME, des communes ou encore des consommateurs. Il indique avoir présenté quelques considérations très générales et il précise que la directrice générale va entrer davantage dans le détail des chiffres.

M<sup>me</sup> Athané Ryser souhaite commencer par deux mots afin d'appuyer les propos de M. Cramer. Elle souligne que l'année 2025 a été particulièrement intense pour l'entreprise en général et pour elle en particulier. Elle résume le mot d'ordre de cette période par la nécessité de mettre les bonnes personnes au bon endroit, dans la bonne structure. Elle explique qu'il a fallu redéfinir cette structure et que l'objectif des premiers mois ayant suivi sa nomination a consisté à définir une nouvelle organisation, laquelle a été validée par le conseil d'administration au début du mois d'avril. Elle indique qu'à la suite de cette validation, la majorité des membres de la direction générale a été renouvelée, ce qui a entraîné un impact en cascade dans les niveaux hiérarchiques inférieurs. Elle précise que les membres de la direction générale ont été validés en phase finale par le conseil d'administration, mais qu'une moitié au moins provenait de promotions internes de collaborateurs présents dans l'organisation depuis plusieurs années. Cette situation a créé des opportunités dans les niveaux inférieurs, nécessitant également de repourvoir des postes. Elle relève que l'entreprise a ainsi encore été occupée durant plusieurs mois par cette activité centrale visant à mettre les bonnes personnes aux bons endroits afin de répondre à cette mission industrielle. M<sup>me</sup> Athané Ryser ajoute qu'en parallèle de cette réorganisation, l'entreprise a dû faire face à une

multiplication de chantiers très importants dans l'ensemble de ses activités, notamment dans le cadre des réseaux thermiques structurants. Elle souligne que les investissements concernent également les infrastructures historiques ainsi que les enjeux liés à l'électrification des usages, laquelle impose de revoir les modalités de renforcement, de déploiement et d'exploitation des réseaux électriques.

Abordant ensuite les comptes, elle indique avoir sélectionné quelques éléments afin de mettre en évidence les faits marquants de l'année 2025 ayant eu un impact direct sur ceux-ci. Elle relève que l'entreprise termine l'année avec un résultat de gestion s'élevant à 28 millions de francs, soit une hausse de 14 millions par rapport à 2024. Elle précise que cette amélioration est principalement liée au retour progressif, en 2025, à des conditions d'approvisionnement dans le secteur de l'énergie proches de celles qui prévalaient avant 2022. Elle identifie comme deuxième fait marquant une tendance baissière qui se confirme dans la continuité des années précédentes depuis la crise ukrainienne de 2022, à savoir une diminution des volumes d'énergie, en particulier dans le domaine de l'énergie thermique. Elle explique que cette évolution est directement liée au réchauffement climatique ainsi qu'à un effet plus modéré de sobriété énergétique qui perdure depuis la crise énergétique de 2022-2023 et des habitudes prises durant cette période. Elle précise que ces baisses de volumes n'avaient jusqu'ici pas été prises en compte dans les budgets, mais qu'elles le seront désormais, le nouveau référentiel climatique du GIEC ayant été intégré à partir du budget 2026. M<sup>me</sup> Athané Ryser relève également une hausse des charges d'exploitation de 4% par rapport à 2024. Elle explique que cette augmentation résulte de l'effet combiné d'une intensification des projets et d'un certain nombre d'effets exceptionnels qu'elle espère non pérennes. Elle souligne par ailleurs que l'excellente nouvelle des comptes 2025 réside dans l'accélération drastique du rythme des investissements, avec une hausse de plus de 7% par rapport à 2024, année qui constituait déjà un niveau record. Elle précise que les investissements atteignent quasiment 300 millions de francs en 2025, ce qui correspond à ce qui avait été anticipé dans le budget et représente une année record absolue pour l'entreprise. Revenant sur l'impact des achats d'énergie, M<sup>me</sup> Athané Ryser indique que les variations des coûts d'achat reflètent inévitablement la dépendance à la situation géopolitique, tant pour le gaz que pour l'électricité. Elle relève qu'entre 2024 et 2025, une baisse de 100 millions de francs a été enregistrée, les coûts d'approvisionnement passant de 540 millions à 440 millions pour le gaz et l'électricité réunis. Elle précise que cette diminution correspond à une baisse de 20% pour l'électricité et de 25% pour le gaz. Elle explique que les prix ont fortement diminué en 2025 en raison d'une demande

industrielle relativement faible dans un contexte industriel global atone, de conditions climatiques assez clémentes à l'exception de la fin de l'année, ainsi que d'un marché correctement approvisionné tout au long de l'année. Elle relève toutefois que les tensions géopolitiques récentes ont déjà provoqué un regain de tension sur ces marchés, lequel se répercutera dans les comptes de l'année suivante. S'agissant des produits, elle indique qu'en comparaison avec 2024, où le résultat s'élevait à 1,256 milliard de francs, les produits atteignent 1,193 milliard en 2025, soit une baisse de plus de 60 millions. Elle précise qu'il s'agit du reflet des baisses tarifaires successives intervenues en 2025, notamment une baisse de 12% du tarif de l'électricité ainsi qu'une diminution du prix du gaz de 1,4 centime par kilowattheure au 1<sup>er</sup> octobre, suivie encore d'une baisse de 11% en 2026. Elle indique que ces ajustements sont le miroir de l'évolution favorable des coûts d'approvisionnement observée durant l'année 2025 et qu'ils ont eu un impact direct sur les recettes de produits entre les comptes réels 2024 et 2025. Elle précise que la comparaison entre le budget 2025 et les comptes réels 2025 donne une impression trompeuse de stabilité. Selon elle, cette apparente stabilité résulte en réalité d'un effet combiné entre une contraction des volumes sur l'ensemble des fluides et un effet prix favorable. Elle indique que les volumes des ventes thermiques ont diminué de 20%, ceux du gaz de 8% et ceux de l'électricité de 2%. Elle explique que cette contraction des volumes a été compensée par l'effet favorable des prix, les coûts d'approvisionnement ayant baissé plus rapidement que les tarifs appliqués, lesquels nécessitent un certain délai de réaction et de validation. Elle souligne qu'il existe ainsi un déphasage inévitable expliquant cette stabilité apparente entre le budget et le réalisé 2025.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique ensuite que les charges d'exploitation sont en légère hausse de 3% par rapport au budget. Elle précise que cette hausse ne s'explique pas directement par les charges de personnel puisque celles-ci, avec un niveau de 280 millions de francs, restent proches du budget. Elle relève néanmoins une augmentation des charges de personnel par rapport à 2024, laquelle avait été prévue afin de renforcer certaines compétences spécifiques liées aux grands chantiers, mais aussi afin de répondre aux exigences accrues en matière de cybersécurité et aux nouvelles exigences réglementaires résultant de l'activité renforcée des autorités fédérales dans le domaine de l'électricité. Elle mentionne ainsi plusieurs engagements destinés à renforcer des compétences très spécifiques dans les domaines techniques, juridiques et informatiques. Elle ajoute qu'une partie des intérimaires a également été internalisée, ce qui avait été annoncé, notamment afin de sécuriser certaines ressources clés et d'éviter le recours prolongé à des intérimaires engagés sur de longues durées. Elle précise que la hausse de 3% des charges d'exploitation



est principalement liée aux autres charges d'exploitation et peut s'expliquer notamment par l'accélération de certains projets, en particulier le déploiement des smart meters. Elle indique qu'alors que 70 000 compteurs intelligents devaient être installés en 2025, près de 90 000 l'ont finalement été. Elle relève également que certains mandats spécialisés avaient été sous-estimés, notamment ceux nécessaires pour les chantiers complexes des réseaux thermiques structurants impliquant des micro-tunneliers et des travaux souterrains particulièrement complexes. Elle mentionne également plusieurs changements réglementaires ayant conduit à comptabiliser directement certaines dépenses en charges d'exploitation alors qu'elles pouvaient auparavant être activées, notamment dans le domaine des démolitions du secteur électrique. Elle évoque enfin plusieurs avaries techniques, en particulier au sein de la station d'épuration, relevant que cette situation explique précisément la nécessité de la rénovation en cours. Elle précise que le four de séchage des boues a nécessité des coûts de maintenance accrus ainsi qu'une évacuation des boues d'épuration pour leur traitement, générant des coûts à plusieurs niveaux. Elle qualifie ces événements de non récurrents, tout en craignant qu'ils ne se reproduisent jusqu'au remplacement du four de séchage et à la construction du futur four d'incinération destiné à remplacer cette installation vieillissante.

Revenant sur les investissements, M<sup>me</sup> Athané Ryser souligne que 300 millions de francs ont été engagés en 2025, contre environ 275 millions en 2024, qui constituait déjà une année record. Elle précise que ces investissements se répartissent notamment entre le secteur de l'électricité pour 64 millions de francs, destinés au renforcement, au renouvellement des réseaux et aux smart meters, le domaine des eaux usées pour 51 millions de francs, incluant également des renouvellements de conduites d'eau potable, ainsi que les réseaux thermiques structurants pour 112 millions de francs dans le cadre de GeniTerre et de GeniLac. Elle indique qu'une autre lecture de ces investissements permet de distinguer d'une part les renouvellements et extensions des réseaux et ouvrages existants pour un montant de 130 millions de francs. Elle précise qu'il s'agit notamment du déploiement de 30 kilomètres de câbles moyenne et basse tension dans le canton, du remplacement des lignes à haute tension dans 130 postes, du renouvellement d'une quinzaine de kilomètres de conduites d'eau potable, de l'accélération de la pose des compteurs intelligents ainsi que de la finalisation des travaux de génie civil à la station d'épuration d'Aïre, lesquels ont déjà permis le début du montage des équipements destinés au traitement des micropolluants. Elle souligne que cette première partie concerne principalement les ouvrages historiques de l'entreprise, notamment dans les domaines des eaux usées, de l'électricité et

de l'eau potable. Elle ajoute que 136 millions de francs ont été consacrés directement à la transition énergétique et aux énergies renouvelables, dont 112 millions pour les réseaux thermiques structurants. Elle indique que 11 kilomètres de réseaux ont été déployés en 2025, dont 7 kilomètres de chauffage à distance et 5 kilomètres de réseaux de froid, tout en précisant qu'il ne s'agissait pas des tronçons les plus simples à réaliser. Elle détaille ensuite les 75 millions investis dans les ouvrages GeniLac, comprenant notamment la pose de conduites le long de l'autoroute, le raccordement du premier tunnelier entre le Rhône et le secteur Praille-Acacias-Vernets, la mise en service des premiers bâtiments aux Vernets ainsi que le lancement de la construction de la station d'échange de Pierre-Fatio. Elle indique également que près de 40 millions de francs ont été investis dans GeniTerre, notamment pour la passerelle Onex-Vernier, la chaufferie décentralisée de l'aéroport, la liaison Palette-CEVA ainsi que le tronçon reliant la Tour de Carouge au pont de la Fontenette. Elle relève encore que les objectifs en matière de photovoltaïque ont été atteints, contrairement à l'année précédente, avec le déploiement de cinq mégawatts-crête supplémentaires dans le canton au cours de l'année.

Evoquant ensuite les micro-tunneliers, elle présente plusieurs images du chantier et indique qu'il s'agit d'engins d'environ 30 tonnes permettant la pose de conduites sans ouverture de la chaussée. Elle explique que le dispositif repose sur un puits d'entrée et un puits de sortie, sans impact intermédiaire pour la population, le micro-tunnelier ayant progressé pendant plus de trois mois sur une distance de plus de 950 mètres. Elle relève que le chantier a failli établir le record suisse du plus long micro-tunnelier, mais que Zurich l'a finalement dépassé de quelques mètres seulement. Elle souligne toutefois qu'une longueur de 950 mètres constitue déjà une prouesse technique importante, le micro-tunnelier ayant atteint une profondeur de 20 mètres sous terre tout en devant éviter des fondations historiques grâce à une trajectoire courbe. Elle qualifie ces projets d'extrêmement complexes mais particulièrement adaptés aux zones densément peuplées et aux franchissements sous l'Arve. Elle précise que deux grands tirs de micro-tunneliers ont eu lieu durant l'année.

M. Cramer relève alors que ces installations ne sont pas si micro que cela, puisqu'il est possible de marcher à l'intérieur du tunnel.

M<sup>me</sup> Athané Ryser précise que ces tunnels ont un diamètre de 1,80 mètre. Elle indique que ces chantiers sont soumis à de nombreux aléas en raison d'une cartographie du sous-sol peu précise, ce qui entraîne parfois des surprises, les engins de 30 tonnes ne pouvant pas faire demi-tour. Elle explique qu'ils avancent en forant tout en évacuant la terre, sans possibilité de marche arrière. Elle indique qu'ils ont vécu plusieurs frayeurs afin de diriger l'engin et

d'assurer sa réception de l'autre côté du Rhône. Poursuivant sa présentation, elle évoque l'extension de la chambre technique réalisée l'année précédente au STAP du Vengeron afin de permettre le raclage des moules quagga qui tendent à envahir les conduites. Elle précise que cette extension était nécessaire afin d'éviter que cette prolifération ne finisse par obstruer les installations. Elle ajoute que les conduites lacustres constituent également des chantiers très complexes, bien qu'elles gênent moins la circulation routière et soient moins visibles pour la population. Elle revient ensuite sur la passerelle Onex-Vernier, indiquant que l'entreprise est particulièrement fière et soulagée que ce projet ait enfin pu débuter. Elle explique que la zone visible sur les images a dû être déboisée afin de sécuriser le terrain et de poser les pieux d'ancrage nécessaires au démarrage des travaux. Elle souligne que cette passerelle répond à plusieurs usages, notamment la mobilité entre Onex et Vernier, mais aussi le transport des calories issues de la station d'épuration d'Aïre destinées à alimenter le réseau de chauffage à distance. Elle ajoute que d'autres fluides transiteront également par cette passerelle, qu'il s'agisse du renforcement électrique ou encore des eaux usées elles-mêmes, la STEP ayant avant tout vocation à traiter ces dernières. M<sup>me</sup> Athané Ryser indique que les membres de la commission seront invités à visiter la STEP à la fin du mois d'août ou en septembre. Elle qualifie ce chantier de plus grand chantier de Suisse à l'heure actuelle et relève l'ampleur des matériaux excavés ainsi que le gigantisme de l'extension destinée à la biofiltration des eaux usées et au traitement des micropolluants. Elle mentionne également la préparation des installations destinées aux pompes à chaleur permettant de récupérer l'énergie des eaux usées et souligne que le chantier progresse.

M. Cramer indique souhaiter ajouter un mot au sujet de la STEP d'Aïre pour les personnes intéressées par l'écologie industrielle. Il rappelle que Genève est pionnier en la matière, étant selon lui le seul canton suisse à avoir inscrit cette notion dans sa constitution et dans sa législation. Il souligne que le caractère multifluide des SIG permet précisément ce type de réalisation. Il explique que la STEP d'Aïre combine à la fois l'épuration des eaux, la production de chaleur, la mise en œuvre de grandes pompes à chaleur, la production d'électricité ainsi que la production de biogaz, lequel permet de disposer d'un gaz davantage renouvelable. Il relève que ce chantier mobilise pratiquement toutes les compétences et tous les fluides gérés par l'entreprise. Selon lui, seule une entreprise telle que les SIG, maîtrisant l'ensemble de ces domaines, peut coordonner un projet d'une telle ampleur. Il estime qu'une répartition entre plusieurs entreprises spécialisées rendrait la coordination presque impossible, alors qu'elle représente déjà un défi considérable au sein d'une seule et même entreprise. Il qualifie ce projet d'exemplaire.

M<sup>me</sup> Athané Ryser ajoute que le projet permettra également la valorisation du phosphore contenu dans les boues d'épuration, lesquelles sont riches en azote et en phosphore utile à l'agriculture. Elle précise que cette valorisation nécessite la construction d'un four d'incinération, seul moyen permettant de récupérer le phosphore, contrairement au procédé actuel de séchage des boues. Elle indique attendre avec impatience la construction de ce four.

### *Questions de commissaires*

Un commissaire (S) indique souhaiter remercier les SIG en tant que député. Il relève que, durant toute l'année, la population a bénéficié de l'électricité, de l'eau et du gaz sans aucun problème. Il considère qu'au regard de la situation actuelle dans le monde, Genève se trouve dans une situation relativement exceptionnelle. Il tient ainsi à saluer la qualité des prestations fournies par les SIG. Il ajoute que, sans eau, l'industrie comme la population se retrouveraient dans une situation extrêmement difficile et il souligne que les SIG assurent pleinement cette mission. Il précise être ingénieur de formation et indique avoir travaillé durant plusieurs années comme administrateur dans le domaine des centrales hydroélectriques. Il dit avoir pu constater la qualité des services industriels ainsi que l'engagement du personnel. Il explique qu'il souhaite souligner cet aspect dans la mesure où certaines critiques sont actuellement adressées à l'entreprise, lesquelles tendent selon lui à oublier l'importance fondamentale de ses prestations. Il relève également qu'il y a une vingtaine d'années, il avait organisé une visite des installations genevoises pour de grands industriels espagnols, lesquels s'étaient montrés particulièrement impressionnés qu'une entreprise cantonale puisse regrouper autant d'activités liées au gaz, à l'électricité et aux différents fluides. Il souligne qu'une telle organisation n'existe pas en Europe et attribue cette spécificité à l'histoire du canton ainsi qu'aux personnalités ayant conçu cette entreprise. Abordant ensuite le contexte actuel, il indique que l'époque traversée est extrêmement difficile. Il explique que, au-delà des chiffres présentés dans les comptes, ce qui l'intéresse fondamentalement concerne les prestations et surtout l'avenir. Il relève qu'il est aujourd'hui impossible de prévoir l'évolution future des coûts de l'énergie et de la production. Il souligne que Genève ne dispose pas de la capacité de produire 100% de son électricité sur son territoire et demeure dépendant de facteurs extérieurs, notamment en matière de prix. Il s'interroge dès lors sur les conséquences d'une telle dépendance pour la garantie des prestations essentielles fournies à la population genevoise. Il insiste également sur la nécessité de disposer du personnel indispensable au fonctionnement des SIG. Prenant l'exemple de l'eau, il relève que, même en cas de diminution des volumes facturés, il n'est pas envisageable de supprimer des postes dès lors

que le maintien des installations nécessite un effectif minimal. Il estime que cette réalité vaut pour l'ensemble des activités des SIG. Il ajoute que ce qui l'intéresse avant tout concerne le futur de l'entreprise et il exprime son inquiétude face aux pressions exercées par certains groupes du Grand Conseil en faveur d'une baisse des tarifs.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique qu'elle se montrera moins négative dans son appréciation de la situation, et M. Cramer relève voir deux aspects dans les préoccupations exprimées. Le premier concerne la sécurisation de l'approvisionnement. Il rappelle qu'à Genève, seuls 30% de l'électricité distribuée sont produits localement, les 70% restants étant importés. Il ajoute que la production de gaz locale demeure quant à elle négligeable. Il précise que cette problématique fait naturellement partie des sujets sur lesquels l'entreprise travaille. Il explique que la sécurisation de l'approvisionnement passe d'une part par le développement des énergies renouvelables produites sur le territoire cantonal et, d'autre part, notamment dans le domaine de l'électricité, par un travail mené avec le canton du Valais afin de déterminer dans quelle mesure il serait possible de mieux sécuriser l'approvisionnement par ce biais. Il souligne toutefois que l'approvisionnement qui doit être prioritairement sécurisé concerne les consommateurs soumis aux tarifs régulés. Concernant les consommateurs présents sur le marché libre, qui représentent une grande partie de la clientèle, il relève qu'ils demeurent nécessairement davantage exposés aux aléas du marché. Abordant ensuite le second aspect, il évoque la capacité de l'entreprise à assurer ses prestations dans les meilleures conditions possibles. Il rappelle la problématique précédemment mentionnée du renouvellement des effectifs, avec le départ à venir de 40% des collaborateurs. Il souligne la nécessité d'être particulièrement attentif à la manière dont ce renouvellement sera géré, tant pour rechercher certains gains de productivité que pour renforcer certains secteurs spécifiques. Il cite notamment le domaine informatique, dans lequel il estime que les besoins en personnel augmenteront à l'avenir. Il considère qu'il appartient à l'entreprise de s'assurer qu'elle dispose des collaborateurs nécessaires ainsi que des formations adéquates, précisant qu'il n'y a pas lieu de transiger sur ce point. M. Cramer relève ensuite que les tarifs reflètent les prestations fournies par l'entreprise et rappelle que les SIG figurent actuellement parmi les entreprises les moins chères de Suisse. Il estime dès lors ne pas avoir d'inquiétude majeure à ce stade sur ce plan. Il souligne également que les tarifs demeurent soumis au contrôle de la Confédération et qu'il n'est pas possible de les augmenter librement.

Le commissaire indique qu'il s'attendait à une autre réponse et réaffirme que sa préoccupation porte essentiellement sur l'avenir. Il précise n'avoir rien à redire concernant les comptes, qu'il qualifie de magnifiques, et adresse ses

félicitations à l'entreprise. Il ajoute toutefois que les explications apportées ne le rassurent pas quant à la capacité future des SIG à garantir leurs prestations, notamment dans un contexte où les tarifs de l'électricité demeurent contrôlés par la Confédération.

A la suite de quoi, M. Cramer indique adopter une approche plus philosophique de la situation. Il souligne que les contraintes imposées par la Confédération ne concernent pas uniquement les SIG mais l'ensemble des acteurs du secteur en Suisse. Il relève que des organisations faïtières nationales s'expriment régulièrement sur ces questions et il estime que tous les électriciens du pays sont confrontés aux mêmes contraintes, qu'il s'agisse de Genève ou de Berne. Il explique qu'un dialogue permanent est mené avec les autorités régulatrices afin de faire connaître les contraintes auxquelles le secteur doit faire face. Il ajoute que l'entreprise devra de toute manière s'adapter aux conditions qui lui seront imposées, y compris dans l'hypothèse d'une libéralisation complète du marché. Selon lui, l'important réside dans la capacité d'adaptation et d'agilité de l'entreprise face à ces contraintes. Il souligne qu'une prestation implique nécessairement un coût et qu'il n'est pas possible d'assurer gratuitement l'ensemble des infrastructures, équipements et emplois nécessaires au fonctionnement des SIG.

M<sup>me</sup> Athané Ryser relève que l'ensemble des services industriels suisses sont confrontés aux mêmes exigences d'investissement accrues, tant pour assurer la transition énergétique que pour renouveler des actifs historiques datant parfois du début du siècle dernier. Elle souligne que des investissements particulièrement importants doivent être réalisés, notamment dans les secteurs de l'électricité et des techniques industrielles. Elle indique que les inquiétudes touchent ainsi l'ensemble des services industriels. Elle précise toutefois ne pas se montrer particulièrement préoccupée dans la mesure où les prestations concernées demeurent indispensables. Elle estime que si l'EiCom devait exercer une pression excessive sur les taux de rentabilité admis pour les actifs des entreprises, un retour en arrière finirait nécessairement par intervenir. Selon elle, la véritable question concerne surtout la répartition du coût et le moment auquel celui-ci devra être assumé, ces investissements devant de toute façon être financés d'une manière ou d'une autre. Elle considère comme particulièrement intéressant le fait que les investissements actuellement réalisés répondent simultanément à deux objectifs, à savoir la transition énergétique et le renforcement de l'indépendance énergétique. Elle souligne qu'avec les mêmes moyens, ces investissements permettent à la fois de renforcer l'autonomie énergétique et de décarboner les usages. Elle estime également que l'entreprise devrait parvenir à maintenir une certaine stabilité des effectifs grâce au renouvellement générationnel en cours, lequel

correspond selon elle aux besoins de renouvellement des compétences. Elle indique qu'un véritable plan de renouvellement a été mis en place afin de maintenir les effectifs à un niveau globalement stable, malgré une légère hausse, tout en gardant les coûts sous contrôle. Elle ajoute qu'un programme ambitieux de maîtrise des charges a également été lancé, l'entreprise étant consciente qu'il ne sera pas possible d'augmenter les tarifs de manière illimitée. M<sup>me</sup> Athané Ryser souligne encore le potentiel important lié à l'optimisation des méthodes de travail ainsi qu'au renouvellement des compétences du personnel. Elle indique ainsi ne pas partager une vision particulièrement négative de la situation. Concernant la sécurisation de l'approvisionnement énergétique, elle estime que la difficulté principale réside actuellement dans la gestion de la transition entre le gaz et les réseaux thermiques. Elle relève que l'exploitation d'un réseau de gaz implique des coûts fixes importants ainsi qu'un certain nombre de postes qu'il est difficile de réduire, alors même que le nombre d'utilisateurs du gaz est appelé à diminuer progressivement. Elle considère dès lors que la véritable difficulté consiste à déterminer comment financer cette transition et la rendre supportable pour les utilisateurs appelés à migrer vers les réseaux thermiques. Elle ajoute que les tarifs des réseaux thermiques doivent être suffisants pour couvrir les investissements nécessaires et elle précise que, si tel n'est pas le cas aujourd'hui, des augmentations devront intervenir ultérieurement, ce qui reviendra à reporter une partie des coûts sur les générations futures. Elle estime toutefois que ces investissements pourront être financés, notamment par le recours à l'endettement public si nécessaire, même si elle reconnaît le caractère volontairement provocateur de cette remarque. Elle conclut en indiquant que la véritable difficulté réside dans la gestion de ces changements majeurs de paradigme énergétique durant cette phase de transition, davantage que dans la question du nombre d'emplois nécessaires.

Un commissaire (UDC) relève qu'il est notamment descendu avec le président dans la fosse, à l'intérieur des installations, en compagnie de quelques personnes, parmi lesquelles un autre député. Il souligne le caractère impressionnant du site, rappelant qu'il se situe à environ 20 à 25 mètres sous terre. Il demande si l'eau circule déjà dans les conduites.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique que l'eau ne circule pas encore, dans la mesure où des opérations de soudure doivent encore être réalisées. Elle précise que des collaborateurs travaillent à l'intérieur des tubes afin d'effectuer les jonctions entre les différents tronçons. A la suite de quoi, le commissaire demande alors à quel moment la mise en eau est prévue et elle lui indique, n'étant pas sûre, qu'elle pourra fournir l'information ultérieurement.

Ensuite, il indique avoir trois questions. La première concerne les emprunts. Il relève qu'un emprunt vert de 100 millions de francs a été contracté, dont seulement 30 millions auraient été utilisés, le solde ayant servi aux liquidités des SIG. Il mentionne également un objectif de 500 millions de francs à la fin de l'année et demande si de nouveaux emprunts seront levés et quel est actuellement le taux d'intérêt payé par les SIG. Il interroge également la direction sur le taux appliqué à l'emprunt budgétaire.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique que le taux était, selon ses souvenirs, de 1,07%. Quant à savoir si l'emprunt a été entièrement couvert, elle répond que 100 millions de francs ont été levés en avril à un taux de 1,07% sur une durée d'environ 16 ans. Elle ajoute qu'en 2025, deux autres emprunts de 70 millions de francs chacun ont été contractés sur des durées de 15 et 20 ans. Sur les taux appliqués à ces emprunts, elle précise que, sur les trois dernières années, 450 millions de francs ont été levés pour un taux d'intérêt global de 1,09%. Elle explique que c'est précisément pour cette raison que l'entreprise tient à conserver une structure financière saine afin de continuer à bénéficier de conditions favorables. Elle rappelle que les SIG disposent aujourd'hui d'un rating A, alors qu'il y a quelques années l'entreprise disposait d'une notation plus basse. Elle précise que sa directrice financière étant absente, elle ne peut être plus précise. Elle souligne néanmoins que cette notation permet d'obtenir des conditions de financement plus avantageuses. Elle ajoute toutefois qu'il ne sera malheureusement pas possible de maintenir indéfiniment un ratio d'endettement aussi favorable, dans la mesure où une augmentation de l'endettement est prévue. Elle indique qu'il est ainsi envisagé de lever 600 millions de francs durant l'année en raison notamment d'une enveloppe arrivant à échéance et devant être renouvelée.

Le commissaire indique ensuite avoir une question concernant les réseaux thermiques structurants et le remplacement des installations devenues défectueuses à la suite des problèmes rencontrés. Il demande combien de temps dureront les nouveaux travaux. Il relève également que des mandats spécialisés ont dû être attribués et il souhaite connaître le coût supplémentaire de ces travaux ainsi que les montants éventuellement provisionnés en 2025. Il demande enfin des précisions sur l'état des travaux réalisés en 2025 ainsi que sur les projections pour 2026.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique que ces travaux sont prévus pour durer deux ans. Elle précise qu'une enveloppe maximale de 80 millions de francs a été libérée, tout en ajoutant que l'entreprise espère ne pas devoir utiliser l'intégralité de ce montant. Elle indique que 20 millions de francs ont été utilisés en 2025 et qu'un montant équivalent devrait être utilisé en 2026.



M. Cramer apporte une précision concernant cette enveloppe de 80 millions. Il explique que, lorsque les tuyaux défectueux ont été identifiés, les conduites concernées n'avaient pas été commandées directement par les SIG mais par des PME, lesquelles se sont alors retrouvées en difficulté lorsque les SIG leur ont indiqué que les équipements livrés ne correspondaient pas aux exigences attendues. Il précise que des discussions ont ensuite été menées avec ces entreprises et qu'il a été décidé que, même si des procédures judiciaires étaient engagées contre le fournisseur pour non-conformité de la marchandise livrée, les SIG n'attendraient pas l'issue de ces procès pour poursuivre les travaux. Il explique qu'il a ainsi été décidé que les SIG joueraient temporairement le rôle de banque afin de permettre aux entreprises concernées de poursuivre les chantiers et de livrer les équipements nécessaires, ces sociétés n'étant pas suffisamment solides financièrement pour absorber seules les conséquences de cette situation. Il précise que les comptes définitifs seront établis une fois les procédures terminées. Il souligne que l'enveloppe maximale de 80 millions de francs mise à disposition par le conseil d'administration ne constitue donc pas nécessairement une perte définitive, mais une avance destinée à permettre la poursuite des travaux. Il ajoute qu'une partie de cette somme ne pourra néanmoins pas être récupérée, des accords ayant déjà été conclus avec certaines PME afin de partager les conséquences financières liées notamment aux interruptions de chantier. Il précise toutefois qu'il ne s'agit que d'une petite partie des 80 millions, l'essentiel du litige portant sur le fournisseur et devant être tranché ultérieurement. Il indique qu'à ce stade, des expertises provisionnelles sont en cours afin de récolter les moyens de preuve nécessaires aux futures procédures judiciaires qui porteront sur les prétentions financières à faire valoir contre le constructeur. Il réaffirme que les montants débloqués visent avant tout à permettre l'avancement du chantier et il exprime l'espoir qu'ils ne constituent pas des pertes définitives pour l'entreprise. Concernant les délais du chantier, il reconnaît que ces difficultés ont naturellement provoqué des retards. Il indique toutefois ne pas être en mesure de préciser si ceux-ci représentent exactement deux années ou un autre ordre de grandeur.

Le commissaire relève alors que, selon lui, les contrôles effectués lors du premier chantier n'étaient pas suffisants. Il indique qu'en principe les soudures auraient dû être vérifiées tous les 200 mètres, ce qui n'aurait pas été réalisé.

M<sup>me</sup> Athané Ryser répond qu'un tel contrôle n'était pas possible, dans la mesure où les vérifications de qualité nécessaires sont destructives et impliquent de couper les tuyaux afin de constater les défauts de soudure. Elle explique que les SIG avaient fait appel à un spécialiste reconnu sur le marché des conduites et que les tuyaux étaient censés être soudés selon des normes

internationales. Elle précise que l'entreprise concernée avait été auditée et que celle-ci avait finalement expliqué ne pas avoir jugé nécessaire de respecter certaines normes de soudage au motif qu'il s'agissait de béton armé. Elle souligne qu'il n'était dès lors pas envisageable de procéder à ce type de contrôle tous les 200 mètres, ceux-ci nécessitant de découper les conduites. Elle indique que les défauts ont finalement été identifiés, ce qui explique la longueur des investigations. Elle précise que des expertises croisées ont été demandées, notamment auprès de l'EPFL, afin de déterminer par simulation si le niveau de qualité des soudures permettait malgré tout une mise en eau sans risque. Elle ajoute qu'après plus d'une année d'études, la décision a été prise de refuser toute prise de risque sous une autoroute, ce qui a conduit au conflit actuel avec le fournisseur.

M. Cramer ajoute qu'il convient également de relever les conséquences en cascade provoquées par ce retard. Il indique que les SIG s'étaient engagés à fournir de l'eau chaude à plusieurs clients dans certains délais et qu'il n'a pas été possible de respecter ces engagements. Il précise que des discussions ont dû être menées avec chacun des clients concernés afin de trouver des arrangements ou des solutions provisoires permettant de différer l'arrivée de cette eau chaude. Il relève que les situations varient fortement selon les cas : pour certains clients, le retard demeure relativement supportable, alors que pour d'autres, notamment dans le cadre de nouvelles installations, les conséquences sont beaucoup plus importantes. Il souligne toutefois qu'une solution plus ou moins satisfaisante a pu être trouvée dans chaque situation, tout en reconnaissant qu'un retard de deux ans ne constitue évidemment pas une situation satisfaisante.

Le commissaire aborde ensuite la question des boues d'épuration évacuées à Bâle. Il demande si cette situation va perdurer jusqu'à l'achèvement de la STEP et quelles solutions sont prévues dans l'intervalle.

M. Cramer précise immédiatement que cette situation perdurera tant que le four ne sera pas terminé et M<sup>me</sup> Athané Ryser explique que les boues sont envoyées à Bâle sous forme non séchée lorsque le sécheur tombe en panne. Elle indique qu'une installation permet normalement de sécher les boues afin d'en réduire le volume avant leur évacuation. Elle précise toutefois que cette installation de séchage a connu de nombreuses pannes cette année ainsi que deux ans auparavant. Lorsque le système est hors service, elle explique qu'il n'est pas possible d'attendre sa remise en fonctionnement faute de place disponible. Les boues doivent dès lors être évacuées vers un autre site chargé de les traiter, ce qui engendre naturellement des coûts supplémentaires en raison notamment du volume plus important des matières transportées. Elle indique qu'en principe le nouveau four d'incinération des boues devrait être

opérationnel à l'horizon 2029, sous réserve de l'issue des recours en cours. Elle précise que cette nouvelle technologie permettra à la fois de sécuriser le traitement grâce à la production de cendres plutôt que de boues séchées, de valoriser le phosphore conformément aux exigences de la législation fédérale et de remplacer une installation devenue obsolète et vieillissante.

M. Cramer précise que, sur le plan technique, l'entreprise est prête à démarrer les travaux. Il indique qu'une autorisation de construire a été délivrée, que le financement est assuré et que tous les préparatifs sont terminés. Il relève toutefois que quelques personnes ont déposé un recours, lequel est désormais pendant devant la justice. Il explique qu'il existe deux possibilités : soit le tribunal accepte de lever l'effet suspensif du recours, permettant ainsi de commencer les travaux pendant la poursuite de la procédure, soit il refuse cette levée, ce qui conduira à retarder le chantier jusqu'à l'issue complète des procédures judiciaires. Il précise que les SIG ont demandé au juge la levée de l'effet suspensif, bien qu'il reconnaisse que ce type de décision demeure exceptionnel. Il souligne néanmoins que l'entreprise fait valoir le caractère d'intérêt public de l'installation ainsi que le soutien exprimé par les voisins du projet, plusieurs lettres de soutien ayant été adressées aux autorités. Il indique que seuls un ou deux opposants bloquent actuellement le projet. Il relève que si tout se déroule favorablement, le tribunal pourrait accepter la levée de l'effet suspensif, ce qui permettrait éventuellement de démarrer le chantier dès le mois de septembre. Dans le cas contraire, les travaux devront attendre l'issue des procédures de recours.

Un commissaire (PLR) relève que l'année 2025 a été présentée comme une année compliquée pour les SIG. Il souligne que la nomination d'une nouvelle directrice générale a été saluée par la commission, laquelle souhaitait précisément voir arriver une personne issue du terrain et disposant d'un profil d'ingénieur plutôt que d'un profil davantage politique. Il estime qu'il s'agit de ce dont les SIG ont aujourd'hui besoin. Il ajoute espérer que le conseil d'administration évoluera également vers des profils davantage spécialisés et moins politisés. Abordant ensuite la question des chantiers, il relève que les SIG ont évoqué leur volonté, en collaboration avec l'Association des communes genevoises, de mieux coordonner l'ouverture des chantiers, notamment dans les communes. Il indique avoir été interpellé à ce sujet par plusieurs conseillers administratifs, lesquels lui ont expliqué avoir tenté de coordonner des travaux avec les SIG alors que Swisscom prévoyait déjà d'ouvrir une route, mais s'être heurtés à un refus de la part des SIG. Il demande dès lors si une réelle prise en compte de cette problématique existe aujourd'hui. Il évoque également l'exemple des services industriels de Nyon, entendus dans le cadre d'une autre commission traitant de la loi sur l'eau. Selon lui, ces

derniers ont expliqué qu'ils n'ouvrent les routes qu'une seule fois tous les quinze ans, chacun devant alors réaliser l'ensemble des travaux nécessaires durant cette période, sauf en cas de panne ou de fuite exceptionnelle. Il demande si un tel fonctionnement serait envisageable à Genève ou si la configuration du canton le rend impossible, notamment dans les communes plus rurales où les réseaux seraient moins denses.

M. Cramer répond qu'un tel modèle est réalisable à Genève. Il relève toutefois que la question de la coordination des chantiers n'est pas nouvelle et fait l'objet de discussions depuis 20 à 30 ans, voire davantage, notamment au travers de commissions de coordination réunissant les différents acteurs concernés par les chaussées, plantations d'arbres, réseaux d'eau, de gaz, d'électricité ou de télécommunications. Il indique que cette coordination fonctionne plus ou moins bien selon les périodes. Il souligne cependant qu'il existe aujourd'hui une véritable volonté d'améliorer cette coordination et il considère que les réseaux thermiques structurants ont constitué l'occasion de relancer fortement cette dynamique ainsi que les structures de coordination. Il indique avoir le sentiment que la situation n'a jamais été aussi satisfaisante qu'aujourd'hui. Il relève notamment que les conflits récurrents entre la Ville et l'Etat semblent désormais trouver des solutions du point de vue des coordinations techniques, ce qu'il considère comme essentiel puisque la Ville de Genève est la seule commune propriétaire de ses chaussées. Selon lui, sans une excellente coordination entre la Ville et l'Etat, les routes risqueraient d'être constamment rouvertes pour des chantiers successifs réalisés à des périodes différentes. M. Cramer indique ainsi que la coordination fonctionne globalement bien. Concernant plus spécifiquement la commune rurale évoquée par le commissaire, il estime qu'il serait utile de connaître précisément les communes concernées afin de pouvoir examiner directement la situation avec elles. Il réaffirme qu'il existe une réelle volonté de faire en sorte que les choses se passent correctement.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique partager cette analyse et souhaite apporter des précisions supplémentaires. Elle relève que les SIG ont pleinement pris acte du fait que la coordination ne fonctionnait pas correctement, en particulier dans le contexte des grands chantiers des réseaux thermiques structurants. Elle explique qu'une importante réorganisation a été engagée dans le déploiement des RTS, notamment par un redécoupage complet du plan d'investissement selon des frontières communales, alors qu'auparavant la logique suivie était essentiellement industrielle, consistant à relier un point A à un point B sans tenir compte des limites communales traversées. Elle précise que des responsables de secteur ont désormais été désignés au niveau de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et de la relation clients. Ces trois personnes

constituent les interlocuteurs uniques des conseils administratifs communaux afin de permettre une meilleure adaptation des plannings aux budgets et projets communaux. Elle souligne que les communes disposent souvent de projets d'aménagement du territoire ou de plans de quartier dépendant de leurs budgets, alors que les SIG intervenaient auparavant selon une logique traversant plusieurs communes sans réelle coordination financière ou temporelle. Elle indique que cette restructuration est en cours afin de permettre une meilleure coordination du déploiement des RTS à l'échelle communale. Elle ajoute qu'un effort particulièrement important est également fourni en matière de coordination directe avec les communes. Elle indique que deux nouveaux directeurs exécutifs, récemment nommés, participent désormais de manière permanente aux séances publiques avec les représentantes de la Ville de Genève et de la Ville de Carouge. Elle précise qu'il s'agit du directeur chargé de la maîtrise d'œuvre des chantiers et du directeur de la maîtrise d'ouvrage thermique. Elle relève avoir reçu des félicitations appuyées concernant les changements intervenus ces derniers mois et les progrès réalisés en matière de coordination. Elle reconnaît toutefois que la situation n'est pas encore parfaite, tout en soulignant qu'il existe une réelle volonté d'amélioration. Elle cite encore un troisième exemple, expliquant que les SIG ont dû avancer certains investissements dans le domaine de l'électricité qui auraient pu attendre encore cinq ou six ans. Elle précise que cette situation apparaîtra dans le prochain budget. Elle prend notamment l'exemple de la Voie verte, indiquant qu'il était exclu de rouvrir les infrastructures quelques années plus tard alors que certains actifs électriques auraient encore pu fonctionner entre cinq et dix ans supplémentaires. Elle indique ainsi que le budget 2026 a intégré de manière anticipée le renouvellement de réseaux électriques qui n'étaient pas totalement amortis. Elle conclut en réaffirmant que cette volonté de coordination existe réellement dès lors que les SIG disposent des informations nécessaires, tout en reconnaissant que la perfection n'est pas encore atteinte.

Le commissaire se dit satisfait de constater que cette problématique a été prise en compte et qu'un changement est intervenu. Il aborde ensuite une seconde question relative à l'eau potable et aux réseaux. Il évoque la décision des SIG, en 2025, de modifier leur doctrine concernant les chemins privés et la radiation de certaines servitudes. Il indique que plusieurs milliers de propriétaires auraient reçu un courrier des SIG leur indiquant qu'il ne revenait désormais plus aux SIG d'entretenir certaines conduites, cette responsabilité incombant désormais aux propriétaires en échange de compensations financières proposées par les SIG. Il demande comment cette décision a été prise et par qui.

M. Cramer explique que les SIG disposent d'un certain nombre de canalisations d'eau passant sur des terrains privés, qu'il s'agisse de chemins privés, de jardins ou encore de parcs. Il précise que cela concerne environ 477 kilomètres de canalisations. Il indique qu'à un moment donné, les SIG se sont interrogés sur le statut juridique de ces conduites et qu'il est alors apparu que, pour des raisons historiques difficiles à déterminer, 13 kilomètres de ces 477 kilomètres ne relevaient pas du régime habituel. M<sup>me</sup> Athané Ryser précise alors que ces conduites appartiennent bien aux propriétaires privés, les SIG ne bénéficiant que d'une servitude.

M. Cramer reprend en indiquant que cette servitude permettait aux SIG d'accéder aux conduites afin d'en assurer l'entretien. Il explique qu'une réflexion interne a ensuite conduit à s'interroger sur la conformité de cette situation avec la réglementation applicable. Il indique que, selon la réglementation en vigueur aux SIG, les canalisations situées sur des terrains privés appartiennent aux propriétaires des terrains concernés. Il souligne que ce régime s'applique déjà aux 477 kilomètres de conduites, à l'exception des 13 kilomètres concernés. Il précise que cette réglementation relève aujourd'hui de la compétence du conseil d'administration des SIG, mais qu'elle était historiquement de la compétence du Conseil d'Etat. Il explique que la règle selon laquelle les conduites appartiennent aux propriétaires privés avait été posée à l'époque par le Conseil d'Etat, avant que les compétences réglementaires techniques ne soient déléguées aux SIG. Il ajoute que les SIG ont ensuite repris ce règlement du Conseil d'Etat comme règlement interne. M<sup>me</sup> Athané Ryser lit alors le règlement applicable, lequel prévoit que « les installations privées et leur entretien sont à la charge exclusive de leur propriétaire ».

M. Cramer indique qu'il n'existe dès lors aucune ambiguïté sur la répartition des responsabilités ni sur l'origine de cette réglementation. Il explique que la situation problématique ne concerne donc que les 13 kilomètres de conduites dérogatoires. Il précise que deux options existaient : soit faire passer les 460 kilomètres au régime des 13 kilomètres, soit faire passer les 13 kilomètres au régime général des 460 kilomètres. Selon lui, le bon sens imposait de régulariser les 13 kilomètres concernés. Il indique qu'afin de procéder de la manière la plus équitable possible, les SIG ont proposé aux propriétaires concernés de reprendre eux-mêmes l'entretien des conduites, tout en leur versant une indemnisation puisque les SIG assuraient jusque-là cet entretien. Il précise que cette indemnisation repose sur une durée d'amortissement de 40 ans des canalisations : plus les conduites sont anciennes, plus l'indemnisation est élevée, alors qu'elle est plus faible pour des installations récentes. Il ajoute que les SIG ont parallèlement proposé de

lever les servitudes devenues inutiles, rappelant qu'une servitude peut être levée librement par son bénéficiaire puisqu'elle constitue juridiquement une charge. Il indique ensuite que le professeur Bucher a contesté cette approche, estimant l'indemnisation insuffisante. Il explique que celui-ci s'est adressé au Surveillant des prix, lequel a répondu que la méthode retenue par les SIG ne posait pas problème et que l'entreprise se montrait même trop généreuse en retenant une durée d'amortissement de 40 ans. Il précise que le conseil d'administration a voté une enveloppe de 9 millions de francs destinée à indemniser les propriétaires souhaitant bénéficier de cette solution, tout en précisant qu'aucune pression n'était exercée sur les personnes préférant conserver le système actuel. Il poursuit en indiquant que le professeur Bucher, insatisfait de la position du Surveillant des prix, s'est ensuite adressé à la Cour des comptes. Celle-ci a demandé des explications aux SIG avant de conclure qu'elle ne voyait pas de problème d'intérêt public justifiant une intervention de sa part et a invité le professeur Bucher à saisir les juridictions genevoises s'il estimait subir un préjudice. M. Cramer relève ensuite, sur un ton ironique, que, lorsque certaines personnes ne sont pas satisfaites des réponses des SIG, elles s'adressent successivement au Surveillant des prix, à la Cour des comptes, puis au Conseil d'Etat, à la commission de contrôle de gestion ou encore aux médias. Il indique ne plus savoir exactement à quel stade en est actuellement cette affaire.

M<sup>me</sup> Stückelberg précise que le Conseil d'Etat n'a pas encore été officiellement interpellé.

M. Cramer indique que le professeur Bucher n'a alors pas écrit au Conseil d'Etat, mais qu'il aurait évoqué cette affaire auprès du Grand Conseil et que la commission de contrôle de gestion pourrait s'y intéresser. Il souligne qu'il peine toutefois à comprendre où se situe réellement le problème dès lors que les SIG ont retenu une solution plus généreuse encore que celle préconisée par le Surveillant des prix et qu'aucune contrainte n'est imposée aux propriétaires concernés. Il précise que les SIG n'entendent pas engager inutilement des ressources dans des procédures judiciaires contre des personnes qui souhaiteraient conserver la situation actuelle.

M<sup>me</sup> Athané Ryser relève que de nombreuses ressources sont déjà mobilisées sur ce dossier depuis plusieurs semaines. Elle précise que les SIG n'ont pas attendu l'intervention du professeur Bucher pour consulter le Surveillant des prix et que la méthode d'indemnisation retenue avait déjà été validée par celui-ci. Elle indique que le Surveillant des prix avait recommandé la radiation des servitudes tout en suggérant que les conduites soient restituées en très bon état. Elle explique que les SIG avaient envisagé de remplacer eux-mêmes certaines conduites, mais qu'une telle solution apparaissait absurde

dans la mesure où certaines installations étaient relativement récentes alors que d'autres arrivaient en fin de vie. Elle rappelle également qu'aucun entretien particulier n'est réalisé sur ces conduites, celles-ci étant simplement remplacées lorsqu'elles deviennent obsolètes. Elle indique que la méthode finalement retenue, fondée sur l'âge des conduites et validée par le Surveillant des prix, a conduit au montant total d'indemnisation de 9 millions de francs. Elle cite également un courrier du Surveillant des prix indiquant qu'il prenait note avec satisfaction de la proposition constructive des SIG envers les propriétaires concernés et approuvait le versement d'une contribution financière unique sans impact sur la tarification de l'eau potable. Elle relève dès lors que les affirmations selon lesquelles les SIG auraient décidé unilatéralement de modifier leur méthode de traitement des conduites privées sont inexactes. Elle rappelle que 97% des conduites privées ont toujours été entretenues par leurs propriétaires et que l'absence de régularisation des 3% restants constituerait selon elle un avantage indu pour les propriétaires concernés.

M. Cramer ajoute que la position du professeur Bucher revient en réalité à demander que l'ensemble des consommateurs d'eau finance l'entretien de ces conduites privées, ce qui reviendrait selon lui à faire supporter ces coûts notamment aux habitants des immeubles locatifs pour des conduites situées sous des propriétés privées.

M<sup>me</sup> Athané Ryser tient enfin à préciser que les 9 millions de francs d'indemnisation ont été sortis de la tarification de l'eau potable et n'ont donc aucun impact sur les tarifs appliqués aux consommateurs. Elle indique que ces montants ont été prélevés sur le bénéfice de l'entreprise et comptabilisés dans les comptes il y a deux ans. Elle précise encore que l'impact financier sera étalé sur plusieurs années au fur et à mesure des remboursements effectués.

Un commissaire (LJS) demande un éclaircissement afin de mieux comprendre la situation. Il souhaite savoir s'il s'agit de conduites d'eau partant du domaine public pour arriver chez un propriétaire privé ou de conduites traversant un terrain privé afin d'alimenter d'autres propriétaires. Il relève qu'il s'agit de deux situations très différentes. Il précise que, lorsqu'il est question de servitudes, celles-ci permettent l'accès au terrain et constituent donc une contrainte pour le propriétaire. Il demande ainsi si les conduites concernées traversent des terrains privés pour alimenter d'autres parcelles ou si elles partent simplement du domaine public pour rejoindre une propriété privée, auquel cas le coût devrait selon lui incomber au propriétaire.

M<sup>me</sup> Athané Ryser confirme qu'il s'agit bien de ce second cas de figure. Elle précise qu'il existe effectivement les deux situations, mais qu'elles ne sont pas traitées de la même manière. Elle indique que les 13 kilomètres concernés



correspondent à des conduites situées sur un terrain privé afin d'alimenter un propriétaire privé. En revanche, lorsque des conduites traversent un terrain privé pour alimenter d'autres parcelles, elles sont considérées comme des éléments stratégiques du réseau, puisqu'elles constituent des nœuds d'alimentation importants. Dans ces cas-là, les SIG maintiennent les servitudes et conservent ces installations dans leurs actifs. Elle indique que c'est précisément cette distinction qui explique l'erreur intervenue concernant ces 13 kilomètres.

Il indique ne pas comprendre pourquoi les propriétaires concernés ont bénéficié de l'entretien de ces conduites. Il relève qu'en tant que propriétaire, il n'a jamais bénéficié d'un tel traitement et dit ne pas comprendre pourquoi les SIG ont prévu de verser une indemnisation de 9 millions de francs. A la suite de quoi, M<sup>me</sup> Athané Ryser rappelle que ces 9 millions de francs n'ont aucun impact sur les usagers, dans la mesure où ils ont été sortis de la tarification.

Le président indique que la M 3227 sera probablement traitée par cette commission ou, à tout le moins, par une autre commission. Il précise que les SIG auront alors l'occasion de revenir de manière détaillée sur cette question. Il invite dès lors les députés à poser des questions sur d'autres sujets.

Le commissaire (PLR) rappelle qu'en novembre précédent, le budget 2026 avait été adopté avec le soutien du PLR en raison notamment des engagements pris par les SIG en matière de rigueur et d'économies. Il relève que trois comités avaient alors été évoqués, à savoir le comité d'audit et des risques, le comité de nomination et de rémunération ainsi que le comité stratégique. Il demande quels sont, cinq mois plus tard, les avancements de ces différents comités ainsi que les premières mesures concrètes prises dans le cadre des efforts de gestion rigoureuse et des économies promises.

M. Cramer indique qu'il existe peut-être un malentendu sur ce point. Il précise que ces trois comités n'ont pas été créés récemment, mais existent depuis longtemps. Il explique toutefois que le conseil d'administration s'appuie désormais beaucoup plus fortement sur leur travail. Il souligne que tous les membres du conseil d'administration participent à l'un de ces trois comités, ce qui permet qu'un important travail préparatoire soit réalisé avant qu'un sujet ne parvienne au conseil d'administration, à l'image du fonctionnement des commissions du Grand Conseil. Il rappelle que la loi sur les Services industriels prévoit l'existence d'un bureau, lequel constitue aujourd'hui le comité stratégie et bureau. Il ajoute qu'à côté de celui-ci existent également le comité des nominations et rémunérations ainsi que le comité d'audit et des risques, qu'il qualifie de structures classiques présentes dans la plupart des conseils d'administration. Il explique que ces comités doivent

permettre d'agir à différents niveaux, notamment sur la masse salariale, les investissements ainsi que sur toute une série de charges qui, prises individuellement, peuvent paraître modestes mais qui, cumulées, deviennent significatives. Il cite notamment le sponsoring et s'interroge sur le rôle des SIG dans le financement d'équipes sportives, telles que des clubs de football ou de hockey, ou encore dans le soutien à diverses associations actives notamment dans des projets humanitaires liés à l'eau en Afrique ou dans des activités culturelles. Il relève que les SIG se sont historiquement engagés dans ce type d'activités à une époque où l'entreprise réalisait d'importants bénéfices et où les conventions d'objectifs n'existaient pas encore, ce qui laissait davantage de liberté quant à l'utilisation des bénéfices au profit des collectivités publiques genevoises. Il ajoute que ces réflexions ne concernent pas uniquement le sponsoring, mais également d'autres domaines, comme la possibilité d'améliorer la performance énergétique de l'entreprise afin de réduire sa propre consommation. Il indique que l'ensemble de ces questions est actuellement traité par le comité stratégie et bureau. Il précise qu'au niveau des investissements, un travail particulièrement rigoureux est mené afin d'assurer un suivi étroit des différents chantiers, du respect des délais et des budgets, ainsi que de l'évaluation des propositions et processus d'investissement soumis au conseil d'administration. Concernant la masse salariale et les autres charges de fonctionnement, il indique que le conseil d'administration a demandé à la direction de lui soumettre différentes propositions chiffrées en matière d'économies. Il précise qu'à l'occasion de l'examen des comptes, le conseil a également exigé une présentation beaucoup plus détaillée et analytique des dépenses afin de pouvoir examiner les rubriques ligne par ligne et identifier les économies possibles. Il souligne qu'un travail est en cours et il exprime l'espoir qu'il pourra se concrétiser dans le prochain budget par l'identification de plusieurs millions d'économies. M. Cramer relève toutefois que ces choix demeurent délicats. Il indique par exemple qu'une réduction importante du sponsoring du Servette pourrait entraîner des réactions politiques importantes au Grand Conseil. Il souligne dès lors qu'il conviendra d'assumer ce type de décisions tout en restant prudent afin de ne pas créer inutilement des conflits avec l'ensemble des partenaires concernés.

M<sup>me</sup> Athané Ryser confirme que ce travail avance bien, tout en reconnaissant qu'il n'est pas simple. Elle indique que les réflexions portent notamment sur le sponsoring, mais également sur d'autres postes de dépenses. Elle précise que les SIG se sont fixé un objectif de réduction significative des charges. Elle relève toutefois qu'en parallèle existent des variations de périmètre, notamment dans le contexte inflationniste actuel lié à la situation géopolitique, ce qui rend parfois difficilement visible l'effet réel des

économies réalisées. Elle indique que certaines dépenses auraient en réalité été encore plus élevées sans les mesures entreprises, même si cela n'apparaît pas toujours directement dans les chiffres. Et M. Cramer relève alors qu'au sein du milieu associatif, il commence déjà à circuler que des économies vont être réalisées. Ensuite, M<sup>me</sup> Athané Ryser confirme que les SIG ont déjà engagé un examen de l'ensemble des contrats de sponsoring avec pour objectif une réduction de 30% de l'enveloppe globale consacrée à ce domaine.

Un autre commissaire (PLR) relève que les SIG ont indiqué que la collaboration avec l'Etat et les communes constituait un élément essentiel. Il précise que, pour sa part, c'est plus particulièrement la relation avec l'Etat qui l'intéresse et il demande s'il existe des attentes spécifiques vis-à-vis de celui-ci qui n'auraient pas été satisfaites.

M. Cramer répond que les relations avec l'Etat sont fluides. Il estime que le domaine dans lequel la collaboration devrait davantage être renforcée concerne plutôt les communes. Il explique qu'avec l'Etat, des structures de collaboration existent depuis longtemps, notamment au travers de rencontres périodiques organisées avec les magistrats afin de faire le point sur les différents dossiers en cours et de procéder, si nécessaire, à certains arbitrages. Il indique qu'au niveau opérationnel, les SIG collaborent quotidiennement avec les différentes directions de l'administration et que ces relations fonctionnent bien. Il ajoute que M<sup>me</sup> Stüchelberg participe aux séances du conseil d'administration, ce qui permet aux SIG de disposer d'un accès direct à la conseillère d'Etat, et à sa sensibilité sur les dossiers traités. Il considère ainsi que les structures de collaboration mises en place avec l'Etat sont efficaces et performantes, même si des divergences existent parfois, ce qu'il juge normal. Il indique en revanche qu'il ne retrouve pas le même degré ni la même qualité de collaboration avec les communes, ce qu'il regrette. Il estime que cela tient à plusieurs raisons. La première réside, selon lui, dans la difficulté d'identifier un interlocuteur unique du côté communal. Il explique qu'avec l'Etat, la situation est plus simple puisqu'un conseiller d'Etat peut prendre une décision directement. A l'inverse, au sein de l'Association des communes genevoises, les décisions doivent ensuite être validées individuellement par chacune des 45 communes du canton, ce qui complexifie les processus décisionnels. Il considère que cette organisation explique en partie les difficultés de collaboration rencontrées jusqu'ici. Il ajoute qu'un second problème tient à une certaine culture interne des SIG, lesquels se sont historiquement considérés comme détenteurs d'un savoir technique supérieur, avec une forme de prétention consistant à considérer que les magistrats ou techniciens communaux n'avaient pas à leur expliquer la manière de procéder. Selon lui, cette culture d'entreprise doit évoluer. M. Cramer conclut qu'un

effort doit être entrepris afin de mieux collaborer avec les communes, notamment parce que la convention d'objectifs conduit à injecter des montants importants dans les collectivités publiques, en particulier dans des domaines touchant directement les politiques communales comme l'électromobilité ou la gestion des déchets. Il estime que cet argent pourrait être dépensé de manière beaucoup plus efficace si les différents acteurs échangeaient davantage et s'écoutaient mieux. Il indique qu'une réflexion est actuellement menée avec le nouveau comité de l'ACG afin de mettre en place des structures de collaboration similaires à celles existant avec l'Etat, comprenant notamment des rencontres régulières préparées en amont par les spécialistes communaux et ceux des SIG. Il qualifie cette démarche de chantier en cours et espère pouvoir annoncer de bonnes nouvelles à ce sujet l'année suivante.

Le commissaire demande ensuite quel est le montant global consacré par les SIG au sponsoring et au soutien des associations, et M<sup>me</sup> Athané Ryser indique qu'environ 1,3 million de francs sont consacrés au sponsoring. Elle précise qu'il existe ensuite différents fonds spéciaux. Elle indique que les SIG ne financent pas directement des activités humanitaires, mais soutiennent notamment la Course de l'Escalade, l'OSR ainsi que diverses activités culturelles et sportives. M. Cramer ajoute qu'il existe également un fonds appelé « fonds mécénat », destiné à soutenir différents projets de petite taille, à hauteur par exemple de 10 000 francs par projet. Il indique que ce fonds représente environ 600 000 francs cette année. Il mentionne également un troisième mécanisme de financement, proche du fonds mécénat, mais spécifiquement dédié à des projets innovants dans le domaine de la transition énergétique, représentant lui aussi plusieurs centaines de milliers de francs. Il précise que les montants globaux demeurent relativement modestes, mais il estime qu'il est important d'envoyer un signal de rigueur budgétaire. Il ajoute toutefois que les SIG n'entendent pas supprimer totalement le sponsoring.

Le président demande alors si ces montants correspondent uniquement à des sommes versées en échange de visibilité pour la marque SIG sur des maillots ou des affiches, ou s'ils comprennent également des prestations gratuites ou à prix préférentiels, telles que des raccordements en eau lors de manifestations. M<sup>me</sup> Athané Ryser répond qu'il s'agit principalement d'argent versé directement.

Un commissaire (PLR) demande alors si, lorsqu'une association organisatrice d'un événement comme la Course de l'Escalade bénéficie d'un soutien pour les raccordements électriques, celui-ci est assuré directement par les SIG. M<sup>me</sup> Athané Ryser indique qu'il arrive ponctuellement que les SIG apportent un soutien logistique, notamment pour le nettoyage des rives avec l'aide de deux collaborateurs. Elle précise toutefois que le montant global

d'environ 1,5 million de francs consacré au sponsoring génère également des coûts internes, dans la mesure où il est nécessaire de gérer les partenariats, renouveler les conventions et signer les contrats. Elle souligne ainsi que, au-delà des montants versés, ces activités mobilisent également des ressources humaines qui pourraient éventuellement être utilisées à d'autres tâches.

Un commissaire (S) s'interroge sur le sponsoring du hockey sur glace et demande si ce type d'activité relève réellement de la mission des SIG. M<sup>me</sup> Athané Ryser répond qu'un véritable service est rendu dans ce cadre, les SIG bénéficiant notamment d'une loge permettant de recevoir des clients. Et sur le montant qui est consacré à ce sponsoring, elle indique qu'il s'agit, sauf erreur, d'environ 200 000 francs.

M. Cramer relève que le sponsoring est une pratique courante dans toutes les entreprises et qu'il participe à la politique commerciale des SIG. Il rappelle qu'une part importante des ventes des SIG s'adresse à des consommateurs présents sur le marché libre, lesquels peuvent choisir de s'approvisionner auprès d'autres entreprises, telles que Romande Energie. Il explique que l'objectif du sponsoring est notamment de renforcer la visibilité et l'image des SIG auprès de ces clients, par exemple lorsqu'ils sont invités dans une loge de hockey et voient la marque SIG sur les maillots. Selon lui, c'est précisément pour cette raison que de nombreuses entreprises recourent au sponsoring.

Un autre commissaire (S) relève que le Conseil fédéral a adopté au mois de mars le paquet Suisse-Union européenne, lequel comprend également un volet consacré à l'énergie. Il indique que, dans l'hypothèse où ce paquet serait accepté par la majorité des cantons et de la population, il s'interroge sur les conséquences possibles d'une libéralisation accrue du marché de l'électricité et du gaz avec d'autres pays de l'Union européenne proposant des prix plus bas. Il demande si les importants investissements consentis dans le développement des énergies renouvelables pour assurer la sécurité énergétique du canton risquent d'être fragilisés par cette ouverture du marché européen de l'énergie.

M<sup>me</sup> Athané Ryser répond qu'il existe deux manières d'appréhender cette question. Elle reconnaît qu'il s'agit effectivement d'une inquiétude dans la mesure où les investissements réalisés aujourd'hui dans les énergies renouvelables supportent des coûts propres au contexte suisse. Elle indique que, dans l'hypothèse d'une libéralisation complète, les SIG ont déjà interpellé à plusieurs reprises le Conseil fédéral afin de savoir comment il sera possible de continuer à sécuriser et financer des installations suisses dont les coûts sont potentiellement plus élevés qu'à l'étranger. Elle précise qu'il s'agit là d'une préoccupation partagée par plusieurs services industriels. Elle ajoute toutefois que les réponses apportées par le Conseil fédéral et par l'OFEN consistent à

relever que ce type de marché est déjà libéralisé dans d'autres pays, notamment en Allemagne, sans que cela n'ait ralenti la transition énergétique. Elle indique que, selon les expériences étrangères évoquées par les autorités fédérales, la situation continue globalement de fonctionner correctement malgré cette ouverture du marché.

Le commissaire aborde ensuite la question des travaux d'extension de la STEP d'Aire. Il indique que plusieurs riverains s'étaient montrés particulièrement inquiets des nuisances potentielles liées au projet, notamment en matière d'odeurs, de trafic ou de pollution, au point de constituer une association spécifique destinée à suivre ces problématiques. Il demande comment les SIG sont parvenus à convaincre les habitants d'accepter le chantier.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique que des dizaines de séances ont été organisées avec les différentes associations afin de leur expliquer le projet et de leur démontrer que les nouvelles installations généreraient moins de nuisances que les installations existantes. Elle relève qu'une évolution importante a déjà eu lieu et que les habitants de la presqu'île peuvent constater qu'il n'y a désormais pratiquement plus d'odeurs. Elle souligne que les travaux déjà réalisés sur la STEP d'Aire ont permis une intégration beaucoup plus harmonieuse dans le paysage, sans impact significatif sur la qualité de vie de la population. Elle indique que les principales inquiétudes portaient notamment sur l'intensification du trafic des camions liée aux importants travaux en cours. Elle explique que les SIG ont pu démontrer que le nouveau projet permettra au contraire de réduire fortement cette circulation une fois les travaux terminés, notamment grâce à l'incinération des boues, laquelle diminuera considérablement leur volume et réduira de moitié le trafic sur la presqu'île. Elle précise qu'un important travail d'explication et de concertation a été mené avec les riverains, ainsi qu'avec la commune de Vernier. Elle indique que plusieurs mesures ont été mises en place afin de rassurer la population, notamment par l'installation de points de mesure et l'intervention de comités d'experts indépendants mandatés par les associations. Ces experts ont établi des rapports d'analyse permettant de vérifier le respect des normes applicables, les SIG allant même, selon elle, au-delà des exigences fixées par les ordonnances fédérales de protection de l'air. Elle souligne que ces engagements ainsi que les effets positifs attendus à l'issue des travaux ont permis de convaincre la population concernée.

Ensuite, le commissaire pose une question concernant la collaboration entre les SIG et les communes, en prenant l'exemple concret de la passerelle Onex-Vernier. Il relève que ce projet a suscité de nombreuses discussions durant une longue période et il demande si des accords ont finalement été

trouvés afin de permettre l'avancement du projet attendu par les populations des deux côtés du Rhône. M. Cramer répond que des accords ont effectivement été trouvés. Il précise toutefois que les principales difficultés du projet ne concernaient pas réellement la collaboration avec les communes, mais essentiellement des problèmes techniques. Il explique que le pont avait initialement été conçu sur la base d'un certain projet, avant que les études détaillées de réalisation ne démontrent qu'il était impossible de construire l'ouvrage tel qu'il avait été dessiné initialement. Il indique que des travaux beaucoup plus importants que prévu se sont révélés nécessaires pour des raisons de stabilité du terrain. Il relève que cette situation a naturellement entraîné des surcoûts ainsi que des discussions particulièrement complexes avec le consortium chargé de réaliser le projet, celui-ci considérant qu'il lui était demandé de construire un ouvrage très différent de celui initialement prévu. Selon lui, c'est principalement cet aspect qui a pris du temps.

M. Cramer indique qu'en revanche, les discussions avec les communes elles-mêmes ont été relativement simples. Il précise que, même si des divergences existaient sur certains points, un accord a rapidement été trouvé sur le principe selon lequel les SIG construiraient le pont tandis que les communes en assureraient l'entretien courant, à l'exception des très gros travaux. Il estime que cette répartition est logique dès lors que chacun intervient dans son domaine de compétence. Il ajoute que les communes ont également participé financièrement au projet dans la mesure où cet ouvrage bénéficie directement à la mobilité communale.

M<sup>me</sup> Athané Ryser ajoute que le projet a fortement évolué au fil du temps. Elle indique qu'il n'était initialement pas prévu de faire passer l'ensemble des fluides par cette passerelle. Elle précise qu'à l'origine, l'ouvrage devait principalement servir aux eaux usées, alors qu'il est désormais également destiné à accueillir les réseaux électriques, thermiques et d'autres infrastructures. Elle souligne que cette évolution a nécessité une passerelle plus large, plus stable et, par conséquent, plus coûteuse.

Un commissaire (LC) indique souhaiter revenir brièvement sur la question du marché de l'électricité. Il relève que des problèmes juridiques importants semblent se profiler, dans la mesure où il ne serait pas possible pour une même structure d'être à la fois gestionnaire du réseau et acteur du marché dans un contexte de libéralisation. Il souligne que cette situation apparaît plus complexe qu'il n'y paraît.

M<sup>me</sup> Athané Ryser confirme qu'une séparation devra être opérée. Elle explique qu'il existera une exigence imposant aux grands gestionnaires de réseaux de distribution de distinguer les activités demeurant en monopole, à savoir le réseau, des activités qui seront libéralisées, comme

l'approvisionnement et la vente. Elle précise qu'il faudra ainsi créer deux structures juridiques distinctes dans le cadre d'une forme de séparation des SIG, tout en maintenant un contrôle public de l'ensemble. Elle évoque à titre d'exemple une organisation comparable à une structure faîtière accompagnée de filiales distinctes. Elle ajoute que cette perspective a déjà été prise en compte dans la réorganisation qu'elle a proposée. Elle explique avoir regroupé l'ensemble des activités régulées, soit le réseau et le comptage, au sein d'une même direction exécutive intitulée « direction électricité et comptage », ce qui n'était pas le cas auparavant. Elle rappelle qu'auparavant, lorsqu'elle dirigeait la gestion des réseaux, l'eau, le gaz, les eaux usées et l'électricité étaient regroupés dans une même direction tandis que le comptage dépendait d'une autre entité liée à la smart city. Elle précise que la comptabilité analytique a ainsi déjà été restructurée dans la perspective d'une éventuelle entrée en vigueur de ces accords bilatéraux.

Un commissaire (UDC) remercie les SIG pour leur présentation ainsi que pour l'activité déployée tout au long de l'année, laquelle assure la satisfaction des usagers. Il indique avoir plusieurs questions d'ordre technique et prospectif. Sa première question concerne l'eau potable. Il relève une augmentation de 2,3% pour atteindre 50 millions de mètres cubes et souhaite connaître les causes de cette évolution. Il évoque également la diminution des volumes liés à l'assainissement, lesquels atteignent 70 millions de mètres cubes, en précisant qu'une partie des eaux traitées provient également de la France voisine. Il relève toutefois que le rapport mentionne uniquement les 50 millions de mètres cubes fournis au canton de Genève et il demande des précisions à ce sujet.

M<sup>me</sup> Athané Ryser confirme qu'il s'agit bien des volumes d'eau potable fournis au canton de Genève. Elle indique que ces volumes varient généralement de plus ou moins 10%, soit environ 5 millions de mètres cubes d'une année à l'autre, essentiellement en fonction des conditions météorologiques, selon que les années soient plus sèches ou plus humides. Elle précise que les volumes d'eaux usées traités ne correspondent pas directement aux volumes d'eau potable distribués, dans la mesure où les STEP traitent également d'autres eaux arrivant dans les égouts. Elle confirme enfin qu'une partie des eaux usées traitées provient effectivement de France voisine, tout en précisant ne pas connaître le ratio exact.

Le commissaire aborde ensuite l'accord ratifié entre la Suisse et la France concernant le débit du Rhône. Il demande si cet accord, dont il ignore la date exacte d'entrée en vigueur, a des conséquences sur la production hydroélectrique ou sur la gestion du Rhône. M<sup>me</sup> Athané Ryser indique qu'à sa connaissance, cet accord n'a pas d'impact particulier. Elle précise qu'il lui



semble que la Suisse conserve le dernier mot sur ces questions. M. Cramer ajoute que cet accord ne constitue pas un point d'attention particulier pour les SIG. Il indique s'y être intéressé brièvement et relève qu'il s'agit avant tout d'un accord international sur lequel les SIG n'ont pas eu à se prononcer. Il précise que le sujet n'a jamais été discuté directement avec les SIG, ni même avec le Conseil d'Etat.

Le commissaire pose ensuite une troisième question portant sur les perspectives futures. Il relève qu'aujourd'hui le CERN alimente déjà un réseau de chaleur destiné à la ville de Ferney-Voltaire. Il indique qu'à l'horizon 2030, le CERN pourrait construire son futur grand collisionneur nécessitant environ 1,9 million de mètres cubes d'eau pour son refroidissement. Il relève que cette eau sera probablement chaude et il demande si des concertations existent avec le CERN afin d'utiliser cette chaleur pour le chauffage, à l'image de ce qui se fait déjà en France voisine. M<sup>me</sup> Athané Ryser répond qu'il n'existe actuellement aucune discussion sur ce sujet.

Le commissaire demande alors si une telle possibilité est envisagée. Il relève que les études et travaux pourraient débiter à partir de 2030 et souligne qu'il pourrait s'agir d'une source importante de chaleur disponible à proximité. Il estime qu'une telle opportunité mériterait d'être examinée, notamment dans le contexte des préoccupations exprimées sur les investissements et l'avenir énergétique. M<sup>me</sup> Athané Ryser indique qu'il existe actuellement des discussions avec le CERN concernant l'alimentation électrique du site, laquelle est principalement assurée par la France, mais nécessite un système de secours. Elle précise qu'en revanche, aucune discussion n'existe à ce stade concernant la récupération de chaleur, tout en relevant qu'il s'agit peut-être d'une réflexion appelée à se développer à l'avenir.

Comme il estime qu'il s'agit d'une bonne idée qui mériterait d'être étudiée, même si le projet n'est pas encore concret à ce stade, M<sup>me</sup> Athané Ryser indique que les SIG disposent actuellement de suffisamment de sources de chaleur identifiées pour atteindre l'objectif de 80% de chaleur renouvelable. Elle ajoute toutefois qu'une telle source pourrait devenir intéressante dans une phase ultérieure.

Le commissaire revient ensuite sur les mesures d'économies évoquées précédemment. Il relève que les montants liés au sponsoring ne représentent finalement pas des budgets très importants. Il indique également ne pas retrouver dans le rapport d'activité de données relatives à la pyramide des âges du personnel. Il demande quelle proportion des collaborateurs a aujourd'hui plus de 60 ans. M<sup>me</sup> Athané Ryser répond que les SIG estiment entre 500 et 700 le nombre de collaborateurs qui quitteront l'entreprise d'ici 2035. Elle souligne qu'il s'agit d'un renouvellement très important et qu'il sera essentiel

de ne pas se tromper dans la manière de gérer cette transition. Elle précise qu'il conviendra d'éviter une logique consistant simplement à remplacer systématiquement chaque départ poste pour poste sans réflexion préalable, ce qu'elle qualifie de solution de facilité.

Enfin, il explique que sa question fait écho aux discussions actuelles sur les mesures d'économie dans l'administration genevoise. Il évoque notamment un rapport récent indiquant qu'à Genève, les collaborateurs travailleraient moins, seraient mieux rémunérés et produiraient moins. Il relève avoir entendu qu'aux SIG, les collaborateurs de plus de 60 ans pourraient travailler à 90% tout en étant rémunérés à 100%, citant le cas d'une connaissance personnelle. M<sup>me</sup> Athané Ryser conteste cette affirmation. Elle indique que certains collaborateurs travaillent effectivement à 90%, mais qu'ils sont rémunérés à hauteur de 90% également, en échange notamment d'un supplément de vacances correspondant à cette réduction du temps de travail. Elle précise qu'il n'existe pas de système permettant à des collaborateurs d'être rémunérés à 100% pour un taux d'activité réduit à 90%.

Un commissaire (Ve) remercie les intervenants pour leurs explications et indique souhaiter revenir sur un point évoqué à plusieurs reprises par le président, à savoir la convention d'objectifs et les différentes tâches d'intérêt public assumées par les SIG pour la collectivité. Il relève que l'entreprise crée de la valeur publique notamment dans les domaines de la géothermie, de l'électromobilité, du solaire et des économies d'énergie, ce qui représente un coût financé par les marges et les bénéfices de l'entreprise. Il qualifie ce mécanisme de particulièrement intéressant. Il relève toutefois que la baisse des volumes de vente, la hausse tendancielle des prix de l'énergie, l'augmentation des charges d'exploitation, la progression de l'endettement ainsi que les dépréciations d'actifs liées aux réseaux thermiques conduisent l'entreprise à terminer l'année 2025 avec une perte de 41 millions de francs. Il demande dès lors si la diminution des marges des SIG constitue un risque pour le financement des tâches d'intérêt public prévues dans la convention d'objectifs et il s'interroge également sur les conséquences d'une éventuelle non-atteinte des objectifs fixés par cette convention.

M. Cramer répond que la convention d'objectifs est contractualisée et qu'elle a été signée pour une durée de cinq ans. Il souligne qu'à ce titre, les SIG sont tenus de respecter les engagements pris. Il indique que, dans l'hypothèse où les ressources disponibles seraient insuffisantes, l'entreprise devrait alors recourir à l'emprunt afin de financer les obligations découlant de cette convention. Il ajoute qu'au terme de la convention d'objectifs, un bilan complet est établi afin d'évaluer ce qui a été réalisé, ce qui ne l'a pas été ainsi

que les raisons expliquant les éventuels écarts. Il précise qu'un suivi intermédiaire est également effectué tout au long de la période d'exécution.

M<sup>me</sup> Stückelberg précise qu'un certain nombre d'indicateurs sont examinés chaque année en complément des autres mécanismes de suivi prévus. Elle indique qu'au moment de la signature de la convention d'objectifs, les projections relatives aux résultats de gestion des SIG pour l'année en cours étaient en réalité moins favorables que les résultats finalement obtenus. Elle souligne ainsi qu'il ne faut pas se montrer excessivement alarmiste, même si la situation doit naturellement être suivie avec attention. Elle relève qu'il n'y a finalement pas eu de péjoration par rapport à ce qui avait été anticipé lors de la signature de la convention d'objectifs s'agissant des résultats de l'entreprise. Elle précise enfin que le suivi porte de manière globale sur l'ensemble de la situation de l'entreprise, y compris sur ses résultats financiers.

Un commissaire (MCG) remercie les intervenants de leur présentation et il souhaite revenir sur la politique du personnel. Il rappelle que les SIG avaient déjà exprimé l'année précédente leurs inquiétudes concernant le renouvellement des effectifs au cours des dix prochaines années. Il relève également qu'un changement de pratique avait été annoncé concernant l'engagement des apprentis, notamment au travers de premiers contrats à durée déterminée. Il indique qu'un cas de non-prolongation concernant un électricien ayant effectué son apprentissage aux SIG lui a été rapporté et il demande s'il s'agit d'un cas isolé ou d'un changement de pratique plus général.

M<sup>me</sup> Athané Ryser répond qu'il ne s'agit pas d'un changement de pratique généralisé. Elle précise que les SIG n'ont jamais garanti l'engagement systématique de tous les apprentis à l'issue de leur formation, les décisions dépendant à la fois des performances des personnes concernées et de l'adéquation avec les besoins de l'entreprise. Elle indique que, par le passé, la politique consistait majoritairement à ne pas conserver les apprentis afin qu'ils puissent acquérir de l'expérience ailleurs. Elle souligne qu'aujourd'hui les SIG cherchent davantage à retenir les profils jugés bons, tout en précisant qu'il doit néanmoins exister un besoin concret de recrutement et que l'engagement n'a rien d'automatique. Elle ajoute que la nouvelle approche consiste désormais à examiner systématiquement la possibilité de conserver les apprentis, tout en reconnaissant que certains départs peuvent résulter soit d'une absence de poste disponible, soit d'une absence de volonté de les conserver.

M. Cramer précise que la volonté de l'entreprise est aujourd'hui très claire. Il rappelle qu'autrefois, il existait une véritable politique d'entreprise consistant à faire partir systématiquement les apprentis à la fin de leur formation afin qu'ils découvrent d'autres environnements professionnels. Il indique qu'aujourd'hui la logique a changé, les SIG considérant qu'il est

préférable de conserver des collaborateurs qu'ils ont eux-mêmes formés, compte tenu des besoins futurs en personnel.

M<sup>me</sup> Athané Ryser ajoute que cette logique ne concerne pas uniquement les apprentis, mais également les premiers emplois. Elle explique que certains postes permettent désormais de tester les collaborateurs durant une année avec l'objectif, si la personne donne satisfaction, de pouvoir ensuite lui proposer un emploi durable. Elle précise que cette pratique concerne surtout les métiers techniques, pour lesquels les SIG recherchent particulièrement ce type de profils.

Le président revient d'abord sur la diminution de la consommation de chauffage évoquée précédemment, liée au réchauffement climatique ainsi qu'aux économies d'énergie. Il relève que, dans le rapport et la présentation, l'impact des économies d'énergie semblait relativement marginal. Il s'interroge dès lors sur le rapport entre la diminution des besoins en chauffage et l'augmentation des besoins en froid et en climatisation. Il demande s'il est possible de considérer qu'à Genève, située à 46 degrés de latitude nord, l'augmentation des besoins en climatisation compense ou dépasse la diminution des besoins en chauffage, et si cette tendance est appelée à durer avec la hausse des températures. Il précise toutefois qu'il s'agit peut-être d'un raisonnement trop simplifié et il demande si des évaluations ont été réalisées à ce sujet.

M. Cramer répond que, du point de vue des SIG, la problématique principale réside dans le fait qu'une baisse de la consommation de chauffage, qu'elle soit liée au changement climatique ou à une plus grande sobriété énergétique, constitue certes une évolution positive d'un point de vue général, mais représente une difficulté pour l'entreprise. Il explique que cette diminution des consommations entraîne une perte de clients et de revenus susceptibles de contribuer à l'amortissement des réseaux. Il souligne que cette situation a nécessairement un impact sur les tarifs, puisque moins les SIG vendent de produits, plus les coûts fixes doivent être répartis sur un nombre réduit de consommateurs.

Il indique ne pas savoir si des calculs précis ont été réalisés afin de mesurer l'équilibre entre la baisse des besoins en chauffage et la hausse des besoins en climatisation. Il estime toutefois que ce type d'évaluation demeure relativement hasardeux dans le contexte genevois actuel. Il rappelle qu'à Genève, l'usage de la climatisation reste juridiquement limité, les installations fixes de climatisation de confort n'étant en principe pas autorisées. Selon lui, cette situation rend difficile une comparaison précise entre les évolutions des besoins de chauffage et de refroidissement. Il relève cependant que cette question s'inscrit dans les réflexions stratégiques à long terme de l'entreprise.

Il indique qu'il conviendra probablement de s'interroger progressivement sur une éventuelle évolution de la doctrine actuelle interdisant les installations fixes de climatisation, dans la mesure où le rafraîchissement pourrait devenir nécessaire avec l'augmentation des températures. Il considère que le système actuel présente une certaine hypocrisie, beaucoup de personnes utilisant déjà des climatiseurs mobiles qu'il qualifie de catastrophiques du point de vue énergétique et qui contribuent eux-mêmes au réchauffement de l'air. Il estime qu'un système de rafraîchissement plus efficace, permettant d'améliorer le confort des logements, pourrait constituer une prestation pertinente pour les SIG, relevant qu'une telle logique existe déjà partiellement avec GeniLac.

Le président pose ensuite une seconde question qu'il qualifie de connexe. Il relève que la baisse globale des tarifs de l'électricité, du gaz et des autres fluides entraîne mécaniquement une contraction des comptes de l'entreprise. Il demande si cette diminution des tarifs constitue réellement une bonne affaire, non seulement du point de vue entrepreneurial pour les SIG face aux défis qui les attendent, mais également du point de vue environnemental, alors même que la transition écologique et énergétique fait partie des missions de l'entreprise. Il s'interroge ainsi sur l'opportunité, à terme, d'envisager plutôt une hausse progressive, claire et annoncée des tarifs au regard du contexte international et des enjeux stratégiques futurs.

M. Cramer répond que, du point de vue de la gouvernance, cette question ne relève pas directement des SIG. Il ajoute toutefois que l'objectif des tarifs consiste avant tout à atteindre ce qu'il qualifie de « juste prix », c'est-à-dire un prix permettant au consommateur de payer ce que coûte réellement la prestation fournie. Il reconnaît que la mise en œuvre concrète de ce principe donne nécessairement lieu à des discussions. Il souligne néanmoins qu'un point important pour l'entreprise consiste à éviter une solution de facilité qui reviendrait à faire supporter intégralement aux consommateurs actuels le coût des infrastructures construites aujourd'hui. Il indique qu'il serait certes possible de financer immédiatement ces investissements par une hausse massive des tarifs, mais il estime qu'il est nécessaire de trouver un équilibre plus subtil permettant un partage intergénérationnel du coût des infrastructures.

M. Cramer explique que la situation des réseaux thermiques structurants diffère profondément de celle des réseaux traditionnels d'électricité, de gaz ou d'eau, lesquels existent déjà depuis longtemps et nécessitent essentiellement des travaux d'entretien, de rénovation ou de complément. Il souligne qu'avec les réseaux thermiques structurants, les SIG créent des infrastructures totalement nouvelles. Il prend l'exemple historique du barrage de Verbois et relève que, si la même logique avait été appliquée à l'époque, les consommateurs ayant financé sa construction auraient payé leur électricité à

des prix extrêmement élevés, alors que les générations actuelles bénéficient d'un ouvrage amorti dont seuls les coûts d'entretien subsistent. Il indique qu'une logique plus nuancée est aujourd'hui recherchée afin d'étaler ces coûts dans le temps. Il reconnaît toutefois qu'il s'agit de calculs particulièrement complexes faisant l'objet de discussions permanentes avec les différents régulateurs, notamment l'ElCom, le Conseil d'Etat et le Surveillant des prix. Il précise que les SIG cherchent ainsi à définir ce qui constitue le juste prix tout en faisant comprendre que la logique applicable à la création de nouvelles infrastructures diffère de celle applicable à l'entretien de réseaux déjà existants.

Un commissaire (S) indique que son collègue a soulevé une question qu'il considère comme importante concernant la politique sociale de l'entreprise. Il relève que certaines revendications portent notamment sur l'augmentation du nombre de semaines de vacances pour les cadres, mais il souligne surtout la situation des collaborateurs occupant les fonctions les plus pénibles, notamment ceux effectuant des travaux de terrassement ou d'autres tâches physiquement difficiles. Il demande si les SIG prévoient des avantages spécifiques pour ces collaborateurs, notamment sous la forme d'un aménagement du départ à la retraite.

M<sup>me</sup> Athané Ryser indique qu'un important projet vient précisément d'aboutir cette année sur cette question. Elle précise que ce projet a d'ailleurs contribué à une augmentation des EPT, élément qu'elle n'avait pas mentionné précédemment. Elle explique que cette démarche visait notamment à réduire la pénibilité du travail et à favoriser davantage de temps de repos pour les collaborateurs travaillant dans des conditions particulièrement difficiles, notamment aux Cheneviers et à la station d'épuration, dans le cadre d'horaires en 3-8. Elle rappelle qu'historiquement, les SIG ont hérité des conditions de travail applicables à l'Etat pour les Cheneviers et la station d'épuration, lesquelles prévoyaient des conventions et indemnités différentes de celles des autres métiers présents aux SIG. Elle indique que l'ensemble de ce système a été harmonisé, avec une volonté de privilégier la prise de repos plutôt que le versement d'indemnités financières. Elle explique que l'ancien système pouvait conduire à une forme de cercle vicieux dans lequel certains collaborateurs multipliaient les remplacements et les heures de nuit au détriment de leur santé afin d'augmenter leurs revenus. Elle ajoute qu'une limite de 20 ans a désormais été fixée pour le travail en horaires 3-8. Elle précise qu'un accompagnement social spécifique a été mis en place afin de permettre aux collaborateurs concernés d'être réorientés vers des métiers moins pénibles après cette période. Elle indique que cette réorientation nécessite un travail d'anticipation important, notamment en matière de

formation, lequel doit débiter environ dix ans avant la fin de cette période d'activité. Elle relève également que le travail en 3-8 a un impact sur les salaires et, par conséquent, sur les cotisations à la caisse de pension, ce qui peut rendre certains collaborateurs dépendants de ce niveau de rémunération. Elle explique qu'un accompagnement progressif est donc également prévu sur le plan de la prévoyance afin de permettre aux personnes concernées de sortir progressivement de ces fonctions pénibles sans conséquences trop importantes sur leur situation de retraite. Elle précise qu'après 20 ans en 3-8, les collaborateurs doivent désormais cesser ce type d'activité. Elle conclut en soulignant qu'il s'agit d'un projet ayant abouti l'année précédente et qu'une véritable volonté existait de mieux protéger les collaborateurs exerçant les métiers les plus difficiles et pénibles au sein des SIG.

### **Discussion interne**

Le président indique que la commission doit désormais se déterminer sur les projets de loi et il invite les membres à prendre la parole.

Un commissaire (PLR) indique que le PLR acceptera les comptes, relevant qu'aucun élément choquant n'y figure.

Le représentant du groupe socialiste acceptera les comptes pour plusieurs raisons. Il relève que les arguments ont déjà été présentés au début des travaux, notamment s'agissant de la mission de service public des SIG, des projets en cours, des investissements réalisés, de la baisse des coûts d'approvisionnement ainsi que de la diminution des tarifs pour les consommateurs. Il considère que les SIG continuent de remplir pleinement leurs missions, notamment dans le cadre de la nouvelle convention d'objectifs appelée à être respectée durant les cinq prochaines années malgré les défis à relever. Il indique que le groupe socialiste entrera ainsi en matière et acceptera ces comptes avec satisfaction.

Le représentant du groupe UDC indique qu'il approuvera les états financiers des SIG pour l'année 2025.

Le représentant du groupe MCG indique qu'il salue l'excellent travail accompli par les SIG, lesquels remplissent pleinement leur mission consistant à fournir les différents fluides nécessaires à la population ainsi qu'à assurer le traitement des eaux usées et des déchets. Il relève toutefois la perte financière enregistrée en fin d'année, tout en indiquant avoir entendu, lors de la présentation des comptes, des perspectives encourageantes pour l'année 2026. Il précise que le groupe acceptera les états financiers.

Le représentant du groupe LC indique que les réponses apportées par la directrice générale et le président du conseil d'administration ont permis de lever les interrogations qui pouvaient subsister concernant les comptes 2025.

Il relève également que les SIG accomplissent un travail de qualité et rappelle qu'il a encore été souligné durant la séance que les énergies demeurent relativement bon marché à Genève dans le contexte suisse. Il indique dès lors qu'il acceptera les états financiers.

Le représentant du groupe des Verts acceptera les comptes. Il relève qu'une nouvelle direction est désormais en place, que les affaires sont entre de bonnes mains et que l'entreprise avance dans la bonne direction. Il estime que les SIG constituent l'une des meilleures entreprises de services industriels de Suisse, voire la meilleure.

## Votes

### *1<sup>er</sup> débat*

Mise aux voix, **l'entrée en matière du PL 13811 est acceptée** par :

10 oui (3 S, 1 Ve, 2 MCG, 1 LC, 2 PLR, 1 UDC) et 1 abstention (1 Ve)

### *2<sup>e</sup> débat*

Titre et préambule	pas d'opposition, adopté
Art. unique	pas d'opposition, adopté

### *3<sup>e</sup> débat*

Mis aux voix, **l'ensemble du PL 13811 est accepté** par :

10 oui (3 S, 1 Ve, 2 MCG, 1 LC, 2 PLR, 1 UDC) et 1 abstention (1 Ve)

## Conclusion

Mesdames et Messieurs les députés, la majorité de la commission de l'énergie accepte par 10 voix et une abstention le rapport des comptes des Services industriels de Genève et vous recommande de suivre son vote.